



COMMISSION DE COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE DE L'AMÉRIQUE DU NORD

Session du Comité consultatif public mixte nº 03-02 tenue du 23 au 25 juin 2003, à Washington

Compte rendu de discussion¹

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord a tenu une session ordinaire du 23 au 25 juin 2003, à Washington, D.C., dans le cadre de la X^e session ordinaire du Conseil de la CCE, immédiatement après une séance plénière sur le programme de la CCE relatif à la coopération en matière d'application et d'observation des lois de l'environnement. Le CCPM y a également tenu un atelier public sur les évaluations de la CCE portant sur les enjeux transfrontaliers de la qualité de l'air, et ce, en collaboration avec le Groupe de travail nord-américain sur la qualité de l'air (GTQA).

Le présent compte rendu de discussion fait état des décisions prises par les membres du CCPM sur chaque point de l'ordre du jour, des activités à entreprendre et des responsabilités en matière de suivi. (Voir l'ordre du jour à l'annexe A, la liste des participants à l'annexe B, le compte rendu de discussion de l'atelier sur les évaluations de la CCE portant sur les enjeux transfrontaliers de la qualité de l'air à l'annexe C, le compte rendu de la séance plénière sur le programme de la CCE relatif à la coopération en matière d'application et d'observation des lois de l'environnement à l'annexe D, une lettre au président du Groupe de travail nord-américain sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale [le « Groupe de travail sur l'application des lois »] à l'annexe E et une lettre au président du GTQA à l'annexe F.)

On peut également se procurer le texte des comptes rendus de discussion, des avis du CCPM au Conseil et d'autres documents relatifs au Comité auprès du bureau de sa chargée de liaison, ou les consulter sur le site Web de la CCE, à l'adresse http://www.cec.org.

Mot de bienvenue et tour d'horizon du président

Le président du CCPM, M. Gustavo Alanís-Ortega, souhaite la bienvenue à Washington à tous les participants. Il présente le nouveau membre du Canada, M. Dan Christmas, et demande ensuite aux autres membres de se présenter en quelques mots. Il indique que le CCPM se réunira

¹ AVERTISSEMENT : Malgré le soin avec lequel le présent compte rendu de discussion a été établi et le fait que les membres du CCPM l'aient adopté, il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé.

à huis clos avec le Conseil et encourage le public à formuler des observations sur des questions qui pourraient être soumises à l'attention du Conseil.

Adoption de l'ordre du jour

Les membres adoptent l'ordre du jour sans y apporter de modification.

Comptes rendus des représentants des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux

Le président se dit heureux d'annoncer que le Mexique a récemment reconstitué son Comité consultatif national et invite les représentants des comités consultatifs nationaux (CCN) et des comités consultatifs gouvernementaux (CCG) à faire de brefs comptes rendus de leurs activités.

Le président du CCN américain explique que les membres de ce comité se sont réunis en mai afin de formuler un avis à l'administratrice de l'*Environmental Protection Agency* (EPA, Agence de protection de l'environnement) des États-Unis en prévision de la session ordinaire du Conseil. Il mentionne également que le CCN compte huit nouveaux membres sur douze et que ces nouveaux membres représentent le secteur privé, le domaine de l'environnement et le milieu universitaire. Il énumère ensuite les points saillants de cet avis :

- En premier lieu, le CCN américain appuie fortement l'adoption du Plan stratégique concerté pour la conservation de la biodiversité en Amérique du Nord, mais étant donné que la CCE dispose de ressources restreintes, elle devra trouver des partenaires pour pouvoir appliquer ce plan.
- En ce qui a trait à une réunion des ministres de l'Environnement et du Commerce, le président du CCN américain mentionne que les Parties justifient le délai de sa tenue par le manque de points précis à inscrire à l'ordre du jour et de résultats probants à en attendre. Le CCN a par conséquent suggéré une série de points à examiner dans le cadre de cette réunion ministérielle, y compris le chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et l'instauration d'un programme nord-américain d'intendance de l'environnement par les entreprises. En outre, il a demandé au Secrétariat de la CCE d'ajouter les répercussions des investissements à ses travaux sur les répercussions environnementales du commerce, et préconisé de veiller à ce que l'ALÉNA soit en harmonie avec les nouveaux accords commerciaux internationaux.
- Le CCN américain partage les préoccupations du CCPM au sujet des articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE), notamment à l'égard des récentes décisions de se pencher sur certaines allégations. Il fait état, en particulier, des problèmes d'inefficacité, des conflits d'intérêts inhérents, des entraves à l'indépendance du Secrétariat et de l'interprétation tacite de dispositions sans respecter le processus adopté par le Conseil dans sa résolution n° 00-09. Le CCN américain est également très soucieux de l'absence de suivi et il recommande que la CCE en exerce un à l'égard des dossiers factuels qu'elle constitue et que le Groupe de travail sur l'application des lois soit un instrument à cette fin.
- Le CCN américain est également d'avis que les CCN et les CCG devraient participer à l'examen décennal de l'application de l'ANACDE.

2

De son côté, le président du CCN se dit heureux que la nomination du nouveau directeur exécutif soit confirmée et déclare qu'il l'invitera à assister à la prochaine réunion de son comité. Par ailleurs, il remercie le directeur exécutif par intérim pour l'excellent travail qu'il a accompli au cours de la dernière année. Il déclare ensuite que son comité continue d'inciter les provinces canadiennes qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à l'ANACDE et affirme que l'examen décennal de l'application de l'ALÉNA et de l'ANACDE offre une occasion opportune de souligner le manque de participation. Il dit aussi souhaiter que cet examen permette de consacrer un peu de temps à évaluer les efforts de participation du public ainsi que les succès et les échecs, et ce, dans la perspective de relever les changements que ces efforts ont apportés. Le président du CCN canadien mentionne également qu'il est important de collaborer davantage avec les administrations municipales, car elles prennent des décisions qui ont des incidences sur la vie quotidienne de la population. Il insiste aussi sur le caractère crucial d'une réunion des ministres de l'Environnement et du Commerce, en indiquant que son comité a formulé un avis sur le chapitre 11 de l'ALÉNA. Il remercie la CCE pour le travail qu'elle accomplit sur la santé des enfants et l'environnement en mentionnant les progrès réalisés en matière d'évaluation des risques et d'établissement d'indicateurs, et il suggère que le thème du projet connexe devienne un thème général pour le programme de travail de la CCE. Il ajoute que le CCN canadien voudrait que la CCE renforce son suivi du rapport sur l'électricité, que le Secrétariat a établi en vertu de l'article 13 de l'ANACDE, et réalise davantage de travaux sur le réchauffement planétaire. En dernier lieu, il incite le CCPM à continuer d'exercer des pressions pour que le public participe plus activement aux activités de la CCE et aux travaux d'autres tribunes, notamment celle sur l'Accord de libre-échange des Amériques.

Un membre du nouveau CCN mexicain se dit optimiste quant aux travaux que réalisera ce comité dont les membres représentent des universités, des organisations non gouvernementales, le secteur privé et des collectivités autochtones. Il ajoute que le CCN mexicain est en train de concevoir un site Web afin de disposer d'un outil de communication et qu'il collabore avec le *Procuraduría Federal de Protección al Ambiente* (Bureau fédéral de la protection de l'environnement) en vue de diffuser de l'information environnementale.

Le président du CCG américain mentionne que l'examen décennal de l'application de l'ALÉNA et de l'ANACDE constitue une priorité pour son comité, et qu'il est satisfait de voir que le GTQA de la CCE est en fonction, car il se souciait du manque de progrès dans ce domaine. Il suggère que le GTQA se penche sur les normes et qu'il sollicite la participation de tous les paliers de gouvernement. Il dit aussi appuyer les recommandations du CCN américain consistant à orienter les travaux du secteur de programme de la CCE relatif à l'environnement et au commerce sur l'intendance de l'environnement par les entreprises. En ce qui concerne les articles 14 et 15 de l'ANACDE, il indique que le CCG américain demeure très préoccupé par l'intégrité et l'indépendance du processus d'examen des communications, et il invite le CCPM à rester vigilant. Le CCG américain est également satisfait des progrès accomplis dans le cadre du projet sur la santé des enfants et l'environnement, et il continuera d'y apporter son soutien.

Articles 14 et 15 de l'ANACDE : Examen de l'application de la résolution du Conseil n° 00-09

Un membre du Groupe de travail du CCPM sur les articles 14 et 15 de l'ANACDE fait état de la proposition de ce groupe en vue de régler les deux questions en suspens suivantes : a) la

Version finale 3

limitation de la portée des dossiers factuels, y compris en ce qui a trait à l'application des décisions rendues récemment sur ce que l'on considère comme des informations suffisantes pour étayer une allégation d'omission d'assurer l'application efficace de la législation; b) l'examen de l'application de la résolution du Conseil n° 00-09.

Le CCPM approuve le projet d'examen public de ces questions et rendra compte au Conseil de sa décision au cours de la séance à huis clos qu'il tiendra avec lui. Les membres décident également de rappeler au Conseil que le fait que le Comité accepte de travailler conformément aux termes de la résolution du Conseil nº 00-09 ne signifie pas qu'il renonce aux compétences que lui reconnaît le paragraphe 16(4) de l'ANACDE, à savoir d'être habilité à formuler au Conseil des avis sur toute question relevant de cet accord.

Les membres conviennent également d'engager, en prévision de l'examen public, un conseiller juridique dont la tâche consistera à analyser les quatre dossiers factuels en suspens lorsqu'ils seront rendus publics.

Suivi : CCPM et Secrétariat

Examen des réponses du Conseil aux avis du CCPM nos 02-12, 03-01 et 03-02

En réponse à l'avis nº 02-12 concernant la relance des négociations sur l'évaluation des impacts environnementaux transfrontaliers, le Conseil a déclaré : « La constitution d'un nouveau groupe de négociateurs ne contribuerait pas vraiment à faire progresser les épineuses négociations trilatérales à ce sujet. »

Les membres décident que cette réponse n'est tout simplement pas acceptable et qu'ils soulèveront ce point au cours de la séance à huis clos avec le Conseil. Ils sont d'avis que s'il s'agissait d'un problème de complexité, l'ALÉNA n'aurait jamais été conclu, et qu'il est possible de réaliser des progrès dans ce domaine. Le président du CCPM indique que le Mexique a récemment présenté une proposition au Canada et aux États-Unis en vue d'essayer de sortir de l'impasse, et qu'il demandera au Conseil de plus amples renseignements à ce sujet.

Suivi: CCPM

En ce qui concerne l'avis n° 03-01 concernant la recherche d'un équilibre entre les intérêts du public et des investisseurs dans l'application du chapitre 11 de l'ALÉNA, ainsi que l'avis n° 03-02 concernant le deuxième Symposium nord-américain sur les liens entre l'environnement et le commerce, le président indique n'avoir reçu aucune réponse du Conseil jusqu'à présent.

Les membres se disent extrêmement contrariés par cette absence de réponse du Conseil et décident de lui faire part, durant la séance à huis clos, de leur préoccupation de voir qu'en dépit du grand intérêt que porte le public à ces questions (comme en témoigne l'impressionnant niveau des discussions tenues au cours des réunions publiques de mars 2003 à Mexico), le Conseil n'y a donné aucunement suite, ce qui mine la crédibilité de la CCE. Il est convenu de transmettre ce message au Conseil pendant la séance à huis clos.

Version finale 4

Suivi: CCPM

Examen et adoption d'un avis éventuel au Conseil sur un plan stratégique à long terme pour le programme de la CCE relatif à la coopération en matière d'application et d'observation des lois de l'environnement

M. Alanís-Ortega mentionne que le groupe de travail connexe propose que le président du CCPM fasse parvenir une lettre au président du Groupe de travail sur l'application des lois pour lui faire part des recommandations et observations qui ont découlé de la séance plénière du 23 juin. Il indique aussi qu'il serait prématuré de formuler un avis au Conseil étant donné que le Groupe de travail sur l'application des lois sollicite présentement des observations sur un plan stratégique.

Un membre du groupe de travail fait état de l'ébauche de cette lettre dont le public peut également prendre connaissance sur un écran. À la suite d'une longue discussion en profondeur, les membres conviennent que la consultante du CCPM ébauche une nouvelle version de cette lettre et que cette dernière leur soit transmise par courriel après la réunion à des fins d'approbation.

Suivi : Consultante du CCPM, Secrétariat et CCPM

Examen et adoption d'un avis éventuel au Conseil sur les évaluations de la CCE portant sur les enjeux transfrontaliers de la qualité de l'air

M. Alanís-Ortega mentionne que le groupe de travail connexe propose que le président du CCPM fasse parvenir une lettre au président du GTQA pour lui faire part des recommandations et observations qui ont découlé de l'atelier du 24 juin. Il indique aussi qu'il serait prématuré de formuler un avis au Conseil étant donné que le GTQA a tenu sa première réunion le 23 juin et qu'il commence à peine à établir son programme de travail.

Un membre du groupe de travail fait état de l'ébauche de cette lettre dont le public peut également prendre connaissance sur un écran. À la suite d'une longue discussion en profondeur, les membres conviennent que la consultante du CCPM ébauche une nouvelle version de cette lettre et que cette dernière leur soit transmise par courriel après la réunion à des fins d'approbation.

Suivi : Consultante du CCPM, Secrétariat et CCPM

Suivi de la X^e session ordinaire du Conseil de la CCE

Le président rend compte de la séance à huis clos avec le Conseil et mentionne que celui-ci a demandé au CCPM :

 de continuer à solliciter la participation du public à l'établissement d'un plan stratégique sur les enjeux que suscite la qualité de l'air en Amérique du Nord, et ce, en collaboration avec le GTQA;

Version finale 5

- de contribuer aux travaux portant sur les énergies renouvelables qui sont réalisés sur tout le continent nord-américain;
- de contribuer aux travaux sur la gestion écologique et le suivi des déchets dangereux en Amérique du Nord, en collaboration avec le Groupe de travail connexe de la CCE;
- de participer activement à l'examen décennal de l'application de l'ALÉNA et de l'ANACDE.

Nomination et rotation des membres au sein des groupes de travail du CCPM

Les membres constituent les deux nouveaux groupes de travail suivants :

Énergies renouvelables : M. Dinkerrai Desai et M^{mes} Ann Bourget et Laura Silvan Déchets dangereux : MM. Carlos Sandoval, Arturo Duran et Cam Avery

Prochaines réunions du CCPM

Le président indique que les prochaines réunions du CCPM auront lieu aux dates suivantes :

Les 2 et 3 octobre 2003, à Montréal, au Canada :

- Atelier public sur les articles 14 et 15 de l'ANACDE (examen public de la question de la limitation des dossiers factuels et application de la résolution du Conseil nº 00-09).
- Examen du projet de plan de programme et de budget pour 2004 à 2006.
- Session ordinaire du CCPM.

Les 4 et 5 décembre 2003, à Miami, aux États-Unis :

- Session ordinaire du CCPM.
- Réunion publique sur les espèces aquatiques envahissantes, en collaboration avec les responsables du secteur de programme relatif à la conservation de la biodiversité.

La première réunion de 2004 aura lieu en janvier ou en février au Mexique, dans le cadre d'une réunion publique ayant trait au rapport sur le maïs que le Secrétariat a établi en vertu de l'article 13 de l'ANACDE.

Dernières observations des membres du CCPM

Un membre du CCPM indique qu'au cours de la séance à huis clos, les hésitations de la représentante des États-Unis ont clairement montré que la tenue d'une réunion des ministres de l'Environnement et du Commerce ne faisait aucunement l'unanimité. Les autres membres acceptent sa suggestion de faire parvenir une lettre au Conseil lui soulignant qu'il est dangereux de ne pas tenir une telle réunion, car cela pourrait miner sa crédibilité et susciter une nouvelle fois des réactions hostiles envers les accords commerciaux.

Suivi : Président du CCPM

Pour ce qui est des prochaines réunions, les membres étudient la possibilité de les tenir dans le cadre d'autres activités internationales en vue de mettre tout en oeuvre pour y faire mieux connaître le CCPM et permettre au public d'y assister. Ils conviennent aussi d'étudier la possibilité d'organiser une réunion dans une collectivité autochtone.

Par ailleurs, les membres s'entendent pour demander au Secrétariat de dresser un plan de communication, à soumettre à leur examen, qui prévoirait des échanges permanents avec les CCN et les CCG.

Suivi : Secrétariat et CCPM

Commentaires des observateurs

- Le CCPM et la CCE sont malheureusement sous-financés et les participants ne peuvent compter sur une aide financière suffisante; seules les personnes qui ont les moyens de supporter les frais de déplacement peuvent assister aux réunions.
- Le CCPM devrait préconiser des normes plus strictes en matière de prévention de la pollution. Les capacités des êtres humains de lutter contre la pollution ne changent pas lorsqu'ils traversent une frontière. Il faudrait se pencher sur les nouvelles technologies, sur l'accroissement de l'efficacité énergétique et sur les énergies de remplacement. (Le CCPM répond qu'il accorde beaucoup d'importance à ces questions et qu'il continuera d'exercer des pressions à leur sujet.)
- L'idée de tenir une réunion dans une collectivité autochtone est excellente. Les peuples autochtones ont des problèmes environnementaux particuliers à régler, notamment en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle et les lois inappropriées.
- L'industrie nucléaire réapparaît aux États-Unis et cela mérite d'être surveillé de près.

Le président remercie le public, les membres et le personnel du CCPM, et plus particulièrement les interprètes, avant de lever la séance.

Rédigé par Lorraine Brooke

ADOPTÉ PAR LES MEMBRES DU CCPM LE 18 JUILLET 2003



Commission de coopération environnementale (CCE) de l'Amérique du Nord

X^e session ordinaire du Conseil et réunions du Comité consultatif public mixte (CCPM)

du 23 au 25 juin 2003 à l'hôtel Renaissance Mayflower 1127, Connecticut Avenue North West Washington, États-Unis

Téléphone : (202) 347-3000 • Télécopie : (202) 776-9182

Nº sans frais: 1800 228-7697

Programme provisoire des activités publiques (établi le 12 juin 2003)

Le dimanche 22 juin 2003

18 h 00 à 20 h 00 Accréditation des participants

Le lundi 23 juin 2003

7 h 30 à 20 h 00

Accréditation des participants

8 h 30 à 17 h 30

Séance plénière sur le programme de coopération en matière d'application et d'observation des lois — Salle Grand Ballroom (Niveau de la Promenade)

8h 30 à 8 h 45 Mots d'ouverture

- M. Gustavo Alanís-Ortega, président du Comité consultatif public mixte (CCPM)
- M. Jose Campillo, procureur fédéral à l'environnement, Profepa, et président du Groupe de travail nord-américain sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale
- M. Tim Whitehouse, chef de programme, Droit et politiques de l'environnement

8 h 45 à 9 h 30

Survol des priorités des trois pays en matière d'application

- M^{me} Phyllis Harris, administratrice adjointe, Bureau de l'application des lois et de l'assurance de la conformité, Agence de protection de l'environnement (EPA) des Etats-Unis
- M. Daniel Couture, Sous-directeur, Application de la loi, Environnement Canada
- M. Gabriel Calvillo, directeur, Délits environnementaux et procédure, Profepa

9 h 30 à 10 h 15 Période de questions

10 h 15 à 10 h 30 Pause

10 h 30 à 11 h 30

Présentations du Groupe de travail nord-américain sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale

Programme provisoire des activités publiques

- Survol des activités du Groupe de travail, par M^{me} Alejandra Goyenechea, directrice, Affaires internationales, Profepa, et présidente suppléante du Groupe de travail
- Présentation sur le commerce illicite des destructeurs d'ozone, par M. Bruce Pasfield, chef adjoint, Section des délits environnementaux, Division de l'environnement et des ressources naturelles, ministère de la Justice des États-Unis
- Présentation sur la gestion écologiquement rationnelle et les suivis des déchets dangereux, par M. Rick Picardi, Bureau des déchets solides, EPA des États-Unis
- Présentation sur l'application des lois sur les espèces sauvages, par M. Yvan Lafleur, directeur, Application de la loi sur la faune, Environment Canada, et co-président du Groupe nord-américain sur l'application des lois sur les espèces sauvages
- Présentation sur les systèmes de gestion de l'environnement, par M. Lorenzo Thomas, directeur, Vérifications environnementales, Profepa

11 h 30 à 12 h 30 Période de questions

12 h 30 à 14 h 00 Déjeuner (non offert)

Séance plénière sur le programme de coopération en matière d'application et d'observation des lois — (suite) Salle Grand Ballroom (Niveau de la Promenade)

14 h 00 à 15 h 00 Présentation de l'avant-projet du plan stratégique à long terme du programme de coopération en matière d'application et d'observation des lois

- M^{me} Alejandra Goyenechea, directrice, Affaires internationales, Profepa, et présidente suppléante du Groupe de travail
- M^{me} Phyllis Harris, administratrice adjointe, Bureau de l'application des lois et de l'assurance de la conformité, Agence de protection de l'environnement (EPA) des Etats-Unis
- M. Daniel Couture, Sous-directeur, Application de la loi, Environnement Canada
- M. Gabriel Calvillo, directeur, Délits environnementaux et procédure, Profepa

15 h 00 à 17 h 30 Observations des participants

17 h 30 Fin de la séance plénière

17 h 30 à 18h 00 Pause

18 h 00 à 19 h 30 Cocktail inaugural: Ouverture de la dixième Session ordinaire du Conseil et Lancement de l'exposition itinérante: Janos et les prairies d'Amérique du Nord — Salle State (Niveau de la Promenade)

Programme provisoire des activités publiques

Le mardi 24 juin 2003		
8 h 00 à 17 h 00	Accréditation des participants	
8 h 30 à 11 h 45	Atelier du CCPM sur les évaluations de la CCE portant sur les enjeux transfrontaliers de la qualité de l'air — Salle Grand Ballroom (Niveau de la Promenade)	
	8 h 30 à 8 h 35	Observations préliminaires, par M. Gustavo Alanís-Ortega, président du Comité consultatif public mixte (CCPM)
	8 h 35 à 9 h 20	Présentation des représentants du Groupe de travail nord-américain de la CCE sur la qualité de l'air (Panel à confirmer)
	9 h 20 à 9 h 30	Aperçu des évaluations de la CCE portant sur les enjeux transfrontaliers de la qualité de l'air, par M. Paul Miller, gestionnaire de programme, Polluants et santé, CCE
	9 h 30 à 10 h 15	Observations du public sur la façon de mener une étude comparative des systèmes de gestion de la qualité de l'air en vigueur à l'échelle nord-américaine
	10 h 15 à 11 h 00	Observations du public sur la façon de mener une enquête afin d'obtenir de l'information sur la comparabilité des normes environnementales nord-américaines visant les centrales électriques
	11 h 00 à 11 h 45	Observations du public sur la façon de relever, d'examiner et de traiter les enjeux qui influent sur l'évolution des systèmes d'échange de droits d'émission en Amérique du Nord
11 h 45 à 12 h 00	Pause	
12 h 00 à 13 h 15	Ouverture de la session ordinaire du CCPM nº 03-02 ** Première partie — Salle Grand Ballroom (Niveau de la Promenade) Adoption de l'ordre du jour provisoire Compte rendu des représentants des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux	
	 Compte rendu des représentants des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux Examen de la résolution du Conseil nº 00-09 : Questions relatives aux articles 14 et 15 de 	
	1'ANACDE	
	• Examen de la réponse du Conseil aux avis du CCPM nos 02-12, 03-01 et 03-02	

- Commentaires des observateurs
- 13 h 15 à 14 h 15 Déjeuner (non offert)

14 h 15 à 16 h 15 Partie publique de la session du Conseil — Salle Grand Ballroom (Niveau de la Promenade)

- Ouverture de la séance publique
 - Mot de bienvenue de l'administratrice de l'EPA des États-Unis, M^{me} Christine Todd-Whitman
 - Introduction sur le déroulement de la séance, par le président du Comité consultatif public mixte (CCPM), M. Gustavo Alanís-Ortega
- Exposés groupés, par des intervenants pré-sélectionnés, sur les thèmes des quatre secteurs de programme de la CCE et les obligations spécifiques prescrites par l'ANACDE, suivis des observations des trois membres du Conseil *:
 - L'environnement, l'économie et le commerce
 - La conservation de la biodiversité
 - Les polluants et la santé
 - Le droit et les politiques de l'environnement
 - Les obligations spécifiques prescrites par l'ANACDE
- Mot de la fin de l'administratrice de l'EPA des États-Unis, M^{me} Christine Todd-Whitman

Programme provisoire des activités publiques

Le mercredi 25 juin 2003

8 h 00 à 13 h 00 Accréditation des participants

9 h 00 à 12 h 30 Session ordinaire du CCPM nº 03-02 ** Deuxième partie — Salle Grand Ballroom (Niveau de la Promenade)

9 h00 à 10 h 30 Discussions et approbations d'avis éventuels au Conseil

- Discussion et approbation d'un avis éventuel au Conseil sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale et du plan stratégique à long terme pour le Groupe de travail
- Discussion et approbation d'un avis éventuel au Conseil sur les nouveaux enjeux de la qualité de l'air en Amérique du Nord

10 h 30 à 11 h 00 Pause

11 h 00 à 12 h 30 Suivi et commentaires des observateurs

- Suivi de la X^e session ordinaire du Conseil de la CCE
- Questions administratives relatives au CCPM
- Nomination et rotation des membres du CCPM au sein des groupes de travail
- Prochaines réunions du CCPM
- Commentaires des observateurs

12 h 30 Fin des sessions

^{*} Voir le formulaire d'inscription pour connaître les détails du processus de sélection des exposés oraux.

^{**} Séance ouverte au public à titre d'observateur.

X° session ordinaire du Conseil, 23, 24 et 25 juin 2003, Washington DC, USA Décima sesión ordinaria del Consejo, 23, 24 y 25 de junio de 2003, Washington DC, USA Tenth Regular Session of the Council, June 23, 24 and 25, 2003, Washington DC, USA

Liste des participants – Lista de participantes - List of Participants

(as of 4 July 2003)

Aguilar, Aida

Vice President Sociedad Amigos del Lago Chapala 202 Avenida Madero Chapala, Jalisco 45900 México

Tel: 52 376 765 5955 Fax: 52 376 765 5754

aida_aguilar@amigosdelago.org

Aguilar, Rodrigo

The American University 4400 Massachusetts Ave. Congressional Hall Room 324 Washington, DC 20016 USA Escuela tec@yahoo.com.mx

Ahmed, A. Karim

Director, International Program National Council for Science of the Environment 1707 H. Street, NW Suite 200 Washington, DC 20006 USA

Tel: 202 530 5810 Fax: 202 628 4311 ahmed@ncseonline.org

Allen, Linda

Doctoral Candidate Indiana University 1315 E. Tenth St. Rm. 441 Bloomington, Indiana 47405 USA linallen@indiana.edu

Arechar, Antonio

Student The American University Washington, DC USA

Balderas Castillo, Javier

Director
Centro de DDHH
Tepeyar del Istmo de Tehuantepec
Priv. la Providencia #100
Barrio la Soledad
Tehuantepec, Oaxaca
México
Tel: 52 971 715 1442

Fax: 52 971 715 1442 cdhtepeyac@prodigy.net.mx

Bédard, Sylvain

Université de Montréal 2840 Pl. Darlington App 24 Montréal, Québec H3S 1L5 Canada sbed007@hotmail.com

Bienvenue, Claire

Organization of American States 1889 F St. Suite 623 Washington, DC 20006 USA

Fax: 202 458 3609 usdecpriz@oas.org

Brandt, Melissa

Intern

Center for International Environmental Law 1367 Connecticut Ave. NW Suite 300 Washington, DC 20009 USA

Tel: 202 581 1037 melissa_brandt@earthlink.net

Brooke, Lorraine

Consultant 3745 St-Jacques West, Suite 220 Montreal, Quebec H4C 1H3 Canada

Tel: 514 934 1218 Fax: 514 937 5114 lbrooke@ccemtl.org

Bushey, Sara

Policy Assistant to the Senior Director National Wildlife Federation 1400 16th St. NW # 501 Washington, DC 20036 USA

Tel: 202 797 6661 Fax: 202 797 6646 bushey@nwf.org

Caldwell, Jake

Program Manager National Wildlife Federation 1400 16th St. NW Suite 501 Washington, DC 20036 USA Tel: 202 939 3302

Tel: 202 939 3302 Fax: 202 797 6646 caldwell@nwf.org

Cameron, Rawle W.

President The Environmental Performance Foundation of Canada 647 Ouellette Ave. Suite 204 Windsor, Ontario N9A 4J4 Canada

Tel: 519 256 7999 Fax: 519 256 2300 rcameron@epf-canada.org

Camou, Ximena

Student 3554 Appleton St. NW Washington, DC 20008 USA xcamou@qmri.com

Castellanos, Alma

Student

The American University Center for North American Studies Camino al Ajusco a San Pedro Matrtir #311 Col. Ejidos de San Pedro Martir México, DF 14640 México

Tel: 52 555 573 4611 Fax: 52 555 661 5676 alma_castella@yahoo.com

Chabolla, Miguel

Sociedad Amigos del Lago Chapala Avenida Madero 202 Chapala, Jalisco 45900 México cdm45@hotmail.com

Chavarria, Gabriela

Policy Director Wildlife Management National Wildlife Federation 11100 Wildlife Center Drive Reston, Virginia 20790-5362 USA

Tel: 703 438 6173 Fax: 703 438 6173 chavarria@nwf.org

Chen, Tina

Student

The American University Center for North American Studies 3823 Porter Street, NW # 301 Washington, DC 20016 USA

Tel: 202 966 7177 leninlvr@hotmail.com

Christensen, Randy

Staff Lawyer Sierra Legal Defence Fund 214 - 131 Water St.

Vancouver, British Columbia V6B 4M3

Canada

Tel: 604 685 5618 Fax: 604 685 7813

rchristensen@sierralegal.org

Cipres Villarreal, Alfonso

Presidente

Movimiento Ecologista Mexicano, A.C. Calzada Guadalupe #120 Edif. 5 Depto. 004 Col. Ex Hacienda Coapa México, DF 14300

México

Tel: 52 555 684 0562 Fax: 52 555 684 3241 memac@prodigy.net.mx

Contijoch, Manuel

Especialista en Recursos Hidraulicos Banco Mundial 1818 H Street Washington, DC 20433 **USA**

Fax: 202 473 3919

mcontijoch@worldbank.org

Dannenmaier, Eric

Director

Tulane University

Institute for Environmental Law & Policy

6329 Freret St.

New Orleans, Louisiana 70118

USA

Tel: 504 862 8829 Fax: 504 862 8857 edan@law.tulane.edu

De la Paz, Gabriela

Professor **ITESM**

Eugenio Garza Sada 2501 Monterrey, Nuevo Léon

México

Tel: 52 818 358 4620 gdelapaz@itesm.mx

de Windt, Claudia

Project Attorney Organization of American States 1889 F St. Suite 623 Washington, DC 20006 **USA**

Tel: 202 458 3560 Fax: 202 458 6914 cdewindt@oas.org

Demosthenis, Nikos

Student

The American University Center for North American Studies 3231 Regina Ave. Richmond, British Columbia V6X 2K6

Canada

Tel: 604 837 4697

nikosdemosthenis@hotmail.com

Dover, Sarah

Policy Advisor Sierra Club of Canada 412 - 1 Nicholas St. Ottawa, Ontario K1N 7B7 Canada Tel: 416 537 3966 sdover@magma.ca

Dubay, Kristen

Intern

Carnegie Endowment for International Peace 1779 Massachusetts Ave. NW Washington, DC 20036 **USA**

kdubay@carnegie.org

Eaton, David

American Society of Civil Engineer's Environmental and Water Resource Institute 3702 Hidden Hullow Austin, Texas 78732

USA Tel: 512 471 8972 Fax: 512 471 1835 oneal@mail.utexas.edu

Elkins, Jake

Project Manager Sustainable Borderlands Planning, Inc. 1309 E. Lee St. Tucson, Arizona 85719

USA

Tel: 520 327 4058 borderlands@igc.org

Fascione, Nina

Vice-President **Species Conservation** 1101 14th St. NW, Suite 1400 Washington, DC 20005 **USA**

Tel: 202 789 2844 x 105 nfascione@defenders.org

Fenge, Terry

Strategic Counsel Inuit Circumpolar Conference 609 Dovercourt Ave. Ottawa, Ontario K1A 0V5 Canada

Tel: 613 722 7006 tfenge7006@rogers.com

Ferris, Raymond

Deputy Grand Chief Nishnawbe - Aski Nation Thundaer Bay, Ontario P7C 1C2 Canada

Tel: 807 623 8228 Fax: 807 623 7730 rferrris@nan.on.ca

Gómez Lora, Sergio

Consultant IDB 1300 NY St. NW Washington, DC **USA**

González, Angelica

Student

The American University 4400 Massachusetts Ave. Washington, DC 20016 USA

Gray, Rhys

Graduate Student The American University 3617, 38th Street NW App 208 Washington, DC 20016 **USA** rhysgray@hotmail.com

Guerrer, María Teresa

Director

Comision de Solidaridad y Defensa de los Derechos Humanos, A.C.

Terrazas No. 2408, Col. Pacífico 31030

Chihuahua, Chihuahua

México

Tel: 52 614 410 7755 Fax: 52 614 415 0486 kwira@terra.com.mx

Gutiérrez, Roberto Carlos

Student

The American University Room 307 Federal Hall, Tenley Campus Washington, DC 20016 **USA**

rcrcrc3@hotmail.com

Gutiérrez Nájera, Raquel

Presidenta

Instituto de Derecho Ambiental, A.C. Misión de San Felipe No. 13 Depto. 10 Zapopan, Jalisco 45040

México

Tel: 52 333 620 5726 Fax: 52 333 620 5726 idea03@prodigy.net.mx

Hanley, Alan

Legal Specialist Corporate Environmental Programs General Electric Company 3135 Easton Turnpike Fairfield, Connecticut 06431 **USA**

Tel: 203 373 2932 Fax: 203 373 2683

Alan.Hanley@corporate.ge.com

Heskett, Erin

Deputy Director International Fund for Animal Welfare 411 Main Street

Yarmouth Port. Massachusetts **USA**

Tel: 508 744 2192 Fax: 508 744 2089 eheskett@ifaw.org

Hunter, David

President

Peregrine Environmental Consultant 7509 Hancock Ave. Takoma Park, Maryland 20912 **USA**

hunter202@earthlink.net

Joffe, Paul

Senior Director of International Affairs National Wildlife Federation 1400 16th St. NW # 501 Washington, DC 20036 **USA**

Tel: 202 797 6603 Fax: 202 797 6646 joffe@nwf.org

Juárez, Alma Lucia

Student

The American University Tenley Campus at American University Room 208 Federal Hall Washington, DC 20016 USA Tel: 202 985 4508

Kagy, Jean-Francois

ao9439a@american.edu

Université de Montréal 186 George-Vanier Laval, Ouebec H7G 1J3 Canada sparrow 966@yahoo.com

Kaiser, Wike

Student

The American University 3726 Connecticut Ave. NW Suite 216 Washington, DC 20008 wike kaiser@hotmail.com

Kauachi, Luis

Director of International Projects ITESM Fisicos 142 Col. Tecnologico Monterrey, Nuevo Léon México lkahuachi@itesm.mx

Kelly, Mary

Attorney **Environmental Defense** 44 East Ave. #30 Austin, Texas 78701 USA

Tel: 512 479 0600 Fax: 512 478 5161 mkelly@ed.org

Killgore, Mark

Principal Engineer American Society of Civil Engineer's Environmental and Water Resource Institute 10824 158 Ct. NE Redmond, Washington 98052 USA

La Chapelle, D.J.

JM Kaplan Fund 28 Sunset Dr. Alexandria, Virginia 22301 **USA**

mkillgore@louisberger.com

Lee, Alison

Doctoral Candidate University of California, Riverside Dept. of Anthropology 1334 Watkins HAll Riverside, California 92521 USA Tel: 858 453 8638 Fax: 909 757 5409

Limón Dominguez, Gerardo Arturo

Presidente

alisonelee@aol.com

Movimiento Ecologista en Chihuahua Cortez de Monroy 3102 Parques de San Felipe Chihuahua, Chihuahua 31240 México

Tel: 52 614 414 3631 Fax: 52 614 414 4552 galimon@prodigy.net.mx

List, Rurik

Director Agrupación Dodo, A.C. Matamoros 14, Esq. M. Doblado Col. Pilares Metepec. Estado de México 52179 México Tel: 52 555 622 9004 Fax: 52 722 216 6416 rlist@prodigy.net.mx

Lopes, Paula

Ph.D. Candidate John Hopkins University Poli. Sci. Dept. 3400 N. Charles Street Baltimore, Maryland 21218 **USA**

Mackenzie, Celeste

Freelance Journalist for Eco Americas Magazine 132 Flora St. Ottawa, Ontario K1R 5R5 Canada Tel: 416 231 8427 Fax: 416 262 3361

mackceleste@aol.com Malchow, Pat

Researcher Sustainable Borderlands Planning, Inc. 1309 E. Lee St. Tucson, Arizona 85719 USA

Tel: 520 327 4058 borderlands@igc.org

Manuel, Arthur

Spokesperson

Indigenous Network on Economies & Trade 207 West Hastings, Suite 714 Vancouver, British Columbia

Canada

Tel: 250 319 0688 Fax: 250 679 3403 artmanuel@earthlink.net

Margolis, Michael

Fellow

Resources for the Future

1616 P St. NW

Washington, DC 20036

USA

Tel: 202 328 5127

Martínez, José María

Profesor

Universidad de Sonora Blvd. Encinas y Rosales Hermosillo, Sonora 83100

México

Tel: 52 662 259 2252

josemaria@industrial.uson.mx

Medina, Xavier

Graduate Student

The American University Center for North American Studies 801 Locust Pl. NE # 2037E

Albuquerque, New Mexico 87102 USA

Tel: 505 710 6187 djmedina@unm.edu

Meza, Liliana

The American University 3201 New Mexico Ave. Suite 265 Washington, DC 20016 USA

Mizroch, John

President

World Environment Center 419 Park Ave. South #500 New York, New York 10016 USA

Tel: 212 683 4700 john@wec.org

Morales, Isidro

Professor

Universidad de las Americas Santa Catarina Martir

Puebla, Puebla 72820

México

Tel: 52 222 229 2051 Fax: 52 222 229 2635 imorales@mail.udlap.mx

Moyer, Dianna

Student

The American University 3850 Tunlaw Road NW #703 Washington, DC 20007 USA

diannamoyer@starpower.net

Muñoz Torres, Javier

Asistente de Investigacion Centro de Investigacion y Docencia Economicas Cda. Colorines Mz. 10-A Lt. 66 Col. Forestal México, DF 07140 México Tel: 52 555 727 9800 Javier.Munoz@cide.edu

Nauman, Talli

Editor

Interhemispheric Resource Center Novillo 510 Fracc. Ojocaliente Aguascalientes, Aguascalientes México

Tel: 52 449 974 1593 Fax: 52 449 974 1593

Jaguar@infosel.net.mx

Nugent, Conn

Executive Director The J.M. Kaplan Fund 261 Madison Ave. 19th Street New York, New York 10016 USA

Tel: 212 767 0630 Fax: 212 767 0639 cnugent@jmkfund.org

Olmos, Ruben

Graduate Student The American University 2725, 39th Street NW Apt. 405 Washington, DC 20007 USA rolmos@hotmail.com

Ortíz, María

OAS 19th St. Washington, D.C. USA Tel: 202 458 3695 mgortiz@hotmail.com

Perrault, Anne

Attorney CIEL 1367 Connecticut Ave. NW Washington, DC 20036 USA Tel: 202 785 8700 aperrault@ciel.org

Petelle, Jennifer

Graduate Student
The American University
1703 East-West Hwy. #119
Silver Spring, Maryland 20910
USA
jenpetelle@yahoo.com

Petz, Barbara

Professor The American University 2201 Wilson Blvd. App 421 Arlington, Virginia 22201 USA

bpetz@itesm.mx

Rabben, Linda

Senior Washington Representative HREP Sierra Club 408 C St. NE Washington, DC 20002 USA Tel: 202 675 7907 linda.rabben@sierraclub.org

Ramos Martínez, Roberto

The American University 4400 Massachusetts Ave. Washington, DC 20016 USA

Ranger, Cindy

The American University 4400 Massachusetts Ave. Federal Hall 208 Washington, DC 20016 USA

Rien, Patrick

Graduate Student The American University 5325 Westbard Ave. #1022 Bethesda, Maryland 20816 USA patrick.rien@american.edu

Rincón Valdes, Carlos Armando

Director de Proyectos México-Estados Unidos Environmental Defense 1100 N. Stanton, Suite 805 El Paso, Texas 79902 USA

Tel: 915 543 9292 Fax: 915 543 9115

Rishell, Susan

PhD Student 2629 E. Madison Springfield, Missouri 6903 USA Tel: 417 865 7157

Fax: 417 866 8743 susanrishell@yahoo.com

Rodríguez, José

Intern

The American University 4400 Massachusetts Ave. NW Room 323 Congressional Hall Washington, DC 20016 USA

Tel: 202 895 4608 jr7469a@american.edu

Rodríguez, Dora

Directora - Washington Office ITESM 1889 F St. NW Washington, DC 20006 USA Tel: 703 351 0090

Tel: 703 351 0090 Fax: 202 458 3072 drodriguez@iacd.oas.org

Ruíz-Luna, Arturo

Centro de Investigación en Alimentación y Desarrollo (CIAD) Unidad Mazatlan Sabalo-Cerritos s/n Mazatlan, Sinaloa 82000

México

Tel: 52 669 988 0158 Fax: 52 669 988 0159 arluna@victoria.ciad.mx

Sandoval, Carlos

Student

The American University 440 Massachusetts Ave. NW Washington, DC 20016-8108 USA

Tel: 202 895 4585 carlos sr@hotmail.com

Schabus, Nicole

PhD Student

INET

#714 – 207 Mestings

Vancouver, British Columbia V6B 1M7

Canada

Tel: 604 785 5806 Fax: 604 608 0244 nicole@iisd.org

Scherr, S. Jacob

Director, International Program Natural Resources Defense Council 1200 New York Ave., NW Suite 400 Washington, DC 20005

USA

Tel: 202 289 6868 Fax: 202 289 1060 jscherr@nrdc.org

Simpson, Amelia

Director Environmental Justice Campaign Environmental Health Coalition 1717 Kettner Blvd Suite 100 San Diego, California 92101

Tel: 619 235 0281 Fax: 619 232 3670

amelias@environmentalhealth.org

Sirvent, Carlos

Student

The American University 1401 N. Taft St. Apt 918 Arlington, Virginia 22201

USA

Tel: 703 812 9431

sirventcarlos@hotmail.com

Stauffer, Steven

Student

The American University 440 Massachusetts Ave. NW Washington, DC 20016

USA

Tel: 202 895 4646 Ss4702a@american.edu

Stemper, David

Associate Director Center for North American Studies The American University 3201 New Mexico Ave. NW #265 Washington, DC 20016 USA

Tel: 202 885 1525 Fax: 202 885 1366 stemper@american.edu

Tafoya, Audry

Student

The American University 906 G St. SE Apt. A Washington, DC 20003 USA atl837a@american.edu

Tafur, Victor

Staff Attorney
Pace Univeristy Energy Project

Face University Energy Project

78 North Broadway

White Plains, New York 10603

USA

Tel: 914 422 4141 Fax: 914 422 4180 vtafur@law.pace.edu

Terborgh, John

Consultant 1200 N Street, NW # 518 Washington, DC 20005 USA jterborgh@yahoo.com

Toommaly, Bouapha

Trade Program Coordinator Rural Coalition 1411 K St. NW Suite 901 Washington, DC 20005

Tel: 202 628 7160 Fax: 202 628 7165 bouapha@ruralco.org

Torres, Miguel Angel

Co-Director

Periodismo para Elevar la Conciencia

Ecológica Rancho Viejo 137

Aguascalientes, Aguascalientes

México

Tel: 52 449 974 1593 Fax: 52 449 974 1593 Balam56@yahoo.com

Treviño, Cesar

M.Sc. Eng.

Green Building Challenge - Mexico Mississippi # 347 - A Ote, Col. del Valle Garza García, Nuevo León 00220

México

Tel: 52 818 040 8080 Fax: 52 818 040 8081 utrevino@avantel.net

Turnil, Juan Miguel

Coordinator

Little Village Environmental Justice Organization 2856 South Milland Ave. Chicago, Illinois 60623-4550

USA

Tel: 773 762 6991 Fax: 773 762 6993 lvejo@igc.org

Ulmer, Vanessa

Junior Fellow

Carnegie Endowment for International Peace 1779 Massachusetts Ave. NW Washington, DC 20036

USA

Tel: 202 939 2378 vulmer@ceip.org

Van Dyke, Brennan

Regional Director United Nations Environment Program 1707 H St. NW Suite 300 Washington, DC 20006

USA

Tel: 202 785 0465 Fax: 202 785 2096 so@rona.unep.org

Van Putten, Mark

President and CEO National Wildlife Federation 11100 Wildlife Center Drive Reston, Virginia 20790-5362

USA

Tel: 703 438 6450 Fax: 703 438 6450 mvp@nwf.org

Vera, Esdras

Intern

The American University 3201 New Mexico Ave. NW #265 Washington, DC 20016 USA

Tel: 787 525 6491 ev7471a@american.edu

Vera, Claudia del Carmen

Abogada

Centro de DDHH
Tepeyar del Istmo de Tehuantepec
Priv. la Providencia #100
Barrio la Soledad
Tehuantepec, Oaxaca
México

Tel: 52 971 715 1442 Fax: 52 971 715 1442 cdhtepeyac@prodigy.net.mx

Von Bijlow, Marisa

Ph.D. Candidate
John Hopkins University
Poli. Sci. Dept. 3400 N. Charles Street
Baltimore, Maryland 21218
USA
bulow@starpower.net

Wallis, Cliff

President
Alberta Wilderness Association
615 Deercroft Way SE
Calgary, Alberta T2J 5V4
Canada
Tel: 403 271 1408
Fax: 403 271 1408

Wells, Richard

deercroft@shaw.ca

President
The Lexington Group
110 Hartwell Ave.
Lexington, Maryland 02421
USA

Tel: 781 674 7302 Fax: 781 674 2851

richard.wells@lexgrp.com

Wiggins, Armstrong A.

Director Latin America Indian Law Resource Center 601 E. St. SE Washington, DC 20003 USA

Wilson, Serena

1747 Pennsylvania Ave. NW, Suite 1200 Washington, DC 20006

USA Tel: 703 759 4642

Fax: 703 759 9897

Woods, Eric

The American University 4400 Massachusetts Ave. Washington, DC 20016 USA

Tel: 202 895 4685 Erw501@mail.usask.ca

Zaval, José

Director Ambiental
Informa, A.C.
Alivio Norte 28C Ciudad Industrial Otay
Tijuana, Baja California 22500
México
Tel: 52 664 623 3339

Fax: 52 664 623 3339 Fax: 52 664 623 3280 jczavala@telnor.net

Zavala Villalobos, Ana Cecilia

The American University Congressional Hall Tenley Campus Room 322 Washington, DC 20016 USA

Tel: 202 661 8097 Az1918a@american.edu

<u>Délégation canadienne — Xº session ordinaire du Conseil, 2003</u>

Anderson, David

Minister of the Environment Environment Canada 10 Wellington Street Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 997 1441

Fax: 819 997 1441

Arseneau, John

Director Genereal Environment Canada 351 St. Joseph Blvd. Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 953 1114 Fax: 819 953 5371 john.arseneau@ec.gc.ca

Barton, Jane

Chief

International SMOG Program Environment Canada 351 St. Joseph Blvd. Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 994 3655 Fax: 819 953 8963 Jane.barton@ec.gc.ca

Bordas, Agusti

Policy Advisor Environment Canada 10 Wellington Street, 23rd Floor Gatineau, Quebec Canada

Tel: 819 956 5947 Fax: 819 997 0199 Agusti.bordas@ec.gc.ca

Cerutti, Rita

Manager, NAAEC Environment Canada 10 Wellington Street, 23rd Floor Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 994 0148 Fax: 819 997 0199 Rita.Cerutti@ec.gc.ca

Estrin, Kayla

Manager, Canada/US relations Environment Canada Americas Branch, IRD 10 Wellington, 23rd floor Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Ferguson, Kimberley

Legal Officer
Department of Foreign Affairs and
International Trade
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario
K1A 0G2
Canada

Tel: 613 992 1990 Fax: 613 992 6483

Kimberley.ferguson@dfait-maeci.gc.ca

Graham, Kathy

Policy Advisor Environment Canada 10 Wellington Street Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 953 7892 Fax: 819 997 0199 kathy.graham@ec.gc.ca

Hamilton, Heather

Manager Environment Canada 4999-98th Avenue, Room 200 Edmonton, Alberta T6B 2X3 Canada

Tel: 780 951 8867 Fax: 780 495 2478

Hanak, Daryl

International Trade Counsel Government of Alberta 12th Floor, Commerce Place Edmonton, Alberta Canada

Tel: 780 422 1339 Fax: 780 427 0699 daryl.hanak@gov.ab.ca

Hodges, Tim

Canadian Embassy 501 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20001 USA

Tel: 202 682 7741 Fax: 202 682 7795

Tim.hodges@dfait-maeci.gc.ca

Ladouceur, Nicole

Director General International Relations Branch Environment Canada 10 Wellington Street Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 994 4404 Fax: 819 997 6227 nicole.ladouceur@ec.gc.ca

da Canada

Tel: 819 994 1670 Fax: 819 997 0199 Jenna Mackay-Alie

Lapierre, Louise

Tel: 418 651 6107

Mackay-Alie, Jenna

Environment Canada

10 Wellington Street

Direction des Affaires

Intergouvernementales

Québec, Québec G1R 5V7

Fax: 418 521 3828 x 4105

Director Americas Branch

Gatineau, Quebec K1A 0H3

Louise.lapierre@menv.gouv.qc.ca

Ministère de l'environnement

675 boul. René-Levesque Est, 6e étage

Conseillère

Canada

Jenna.Mackay-Alie@ec.gc.ca

Owen, Gordon

Director General Air Pollution Prevention Environment Canada 351 St. Joseph Blvd. 10th Floor Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 997 1298 Fax: 819 953 9547 Gord.owen@ec.gc.ca

Revil, Emilie

Policy Officer Department of Foreign Affairs and International Trade, Canada 125 Sussex Drive Ottawa, Ontario K1A 0G2 Canada

Tel: 613 996 1927 Fax: 613 995 9525

emilie.revil@dfait-maeci.gc.ca

Schwartz, Sandra

Policy Advisor Environment Canada 10 Wellington Street, 28th Floor Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 997 1441 Fax: 819 997 2742 sandra.schwartz@ec.gc.ca

<u>Délégation canadienne — Xº session ordinaire du Conseil, 2003</u>

Smith, Norine

Assistant Deputy Minister Environment Canada 10 Wellington Street Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 994 4882 Fax: 819 997 5981 norine.smith@ec.gc.ca

Stemshorn, Barry

Assistant Deputy Minister Environmental Protection Services Environment Canada 351 St. Joseph Blvd. Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 997 1575 Fax: 819 953 9452

Barry.stemshorn@ec.gc.ca

Waddell, Jonathan

Policy Advisor Office of the Minister Environment Canada 10 Wellington St., 28th Floor Gatineau, Quebec K1A 0H3 Canada

Tel: 819 997 1441 Fax: 819 997 7242

jonathan.waddell@ec.gc.ca

Délégation mexicaine — Xº session ordinaire du Conseil, 2003

Eden Winter, Rocío Alatorre

Directora Ejecutiva

Exposición a Factores de Riesgos Comisión Federal de Protecctión

Contra Riesgos Sanitarios

Secretaría de Salud

Monterrey No. 33 México, DF 06700

México

Tel: 52 555 514 8573 rocioal@salud.gob.mx

Arriag, Raúl

Subsecretario de Gestión para la

Protección Ambiental

SEMARNAT

Blvd. Adolfo Ruiz Cortines

No. 4209

México, DF 04209

México

Tel: 52 555 628 0623 Fax: 52 555 628 0655 rarriaga@semarnat.gob

Cabrera, Javier

Administrador Conjunto

COCEF

Blvd. Tomás Fernández #8069 Ciudad Juarez, Chihuahua 32470

México

Tel: 52 656 688 4623 Fax: 52 656 625 6999 jcabrera@cocef.org

Calvillo, Gabriel

Director General de delitos Federales

PROFEPA

Camino al Ajusco #200 Col. Jardines en la Montaña

México, DF 14210

México

Tel: 52 555 631 74 60 Fax: 52 555 615 2085

gcalvillo@correo.profepa.gob.mx

Campillo, José

Procurador PROFEPA

Camino al Ajusco #200 Col. Jardines en la Montaña

México, DF 14210

México

Tel: 52 555 494 6300 Fax: 52 555 440 2689

procurador@correo.profepa.gob.mx

De Maria y Campos, Alfonso

México, DF México

García Velasco, Mauricio

Director General Adjunto de Asuntos

Jurídicos y Multilaterales

SEMARNAT

Avenida San Jerónimo, No. 458 Col. Jardines del Pedregal

México, DF 01900

México

Tel: 52 555 490 2157 Fax: 52 555 490 2194 mgarcia@semarnat.gob.mx

Gutiérrez, Fernando

Director General

Instituto para la Protección Ambiental de la Cámara de la Industria de la Transformación

de Nuevo León CAINTRA Av. Parque Fundidora No. 501 Monterrey, Nuevo León 64010

México

Tel: 52 818 569 0252 Fax: 52 818 369 0254 fgutierrez@caintra.com

Hernandez, Miguel Angel

Attaché del Secretario

SEMARNAT

Blvd. Adolfo Ruiz Cortines No. 4209

México, DF 04209

México

Lendo, Enrique

Director General Cooperación Economica

SEMARNAT

Avenida San Jerónimo 450 Col. Jardines del Pedregal

México, DF 4620

México

Tel: 52 555 490 2124 Fax: 52 555 490 2194 alendo@semarnat.gob.mx

Lichtinger, Victor

Secretario de Medio Ambiente y Recursos

Naturales SEMARNAT

Blvd. Adolfo Ruiz Cortines No. 4209

México, DF 04209

México

Tel: 52 555 628 0602 Fax: 52 555 628 0644

vlichtinger@semarnat.gob.mx

Martínez Ocegueda, Arnaldo

Titular

Unidad Coordinadora de Comunicación

Social

SEMARNAT

Blvd. Adolfo Ruiz Cortines No. 4209

México, DF 04209

México

Tel: 52 555 628 0891 Fax: 52 555 628 0778

aosegueda@semarnat.gob.mx

Maus, Teodoro

Director

Representación de la SEMARNAT en

Washington

Embassy of Mexico

1911 Pennsylvania Ave. NW

Washington, DC 20006

USA

Tel: 202 728 1770 Fax: 202 728 1781

Teodoro.maus@semarnat.gob.mx

Montaño, Fernanda

Segunda Secretaria Representación de la SEMARNAT en

Washington

Embassy of Mexico

1911 Pennsylvania Ave. NW

Washington, DC 20006

USA

Tel: 202 728 1770 Fax: 202 728 1781

Núñez Birrueta, Israel

Director General Adjunto de Cooperación Internacional

SEMARNAT

Avenida San Jerónimo 458, piso 3

Col. Jardines del Pedregal

México, DF 01900

México

Tel: 52 555 490 2118 Fax: 52 555 490 2194

inunez@semarnat.gob.mx

Ojeda, Olga

Titular

Unidad Coordinadora de Asuntos

Internacionales UCAI

SEMARNAT

Ave. San Jerónimo, No. 458 Col. Jardines del Pedregal México, DF 01900

México

Tel: 52 555 490 2116 Fax: 52 555 490 2194 olojeda@semarnat.gob.mx

<u>Délégation mexicaine — X^e session ordinaire du Conseil, 2003</u>

Pined, Patricia

Gerente Ejecutiva
Vinculación con Organismos
Internacionales
Comisión Federal de Protecctión Contra
Riesgos Sanitarios
Secretaría de Salud
Monterrey No. 33
México, DF 06700

México Tel: 52 555 511 1033 ppineda@salud.gob.mx

Román Moguel, Guillermo

Director General
Manejo Integral de Contaminantes
SEMARNAT
Av. Revolución No. 1425
México, DF 01040
México

Tel: 52 555 624 3390 Fax: 52 555 624 3690 groman@semarnat.gob.mx

Sánchez Martínez, Sergio

Director General Gestión de Calidad del Aire y RETC SEMARNAT Av. Revolución 1425 Nivel 39 Col. Tlacopac San Angel México, DF 01040 México

Tel: 52 555 624 3500 Fax: 52 555 624 3596 sesanchez@semarnat.gob.mx

Délégation des États-Unis - X° session ordinaire du Conseil, 2003

Adkins, Jocelyn

Office of General Counsel U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 5424 adkins.jocelyn@epa.gov

Jose, Aguto

Office of International Affairs U.S. EPA

Ariel Rios Building 1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 0289 aguto.jose@epa.gov

Ayres, Judith E.

Assistant Administrator Office of International Affairs U.S. EPA 401 M Street, S. W.

Mail Code 2610R Washington, DC 20460 USA

Tel: 202 564 6600 ayres.judithe@epa.gov

Bowman, Peter

Economist
Dept. of Commerce
1401 Constitution Avenue

Washington, DC 20230 USA

Fax: 202 482 5865

 $Peter_Bowman@ita.doc.gov$

Breen, Barry

Office of Solid Waste and Emergency Response U.S. EPA Washington, DC

Burnham, Jeff

USA

Deputy Assistant Secretary OES - Dept. of State Washington, DC USA

Clifford, Jerry M.

Deputy Assistant Administrator Office of International Affairs U.S. EPA Ariel Rios Building 1200 Pennsylvania Ave. NW

Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 6600

Cough, Paul

Director

Office of International Environmental

Policy U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 6459 cough.paul@epa.gov

Cruden, John

Deputy Assistant Attorney General U.S. Dept. of Justice

950 Pennsylvania Ave. NW Room 2141 Washington, DC 20530

USA

Tel: 202 514 2718 Fax: 202 514 0557 John.cruden@usdoj.gov

Fisher, Linda

Deputy Administrator

U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 5644 711 fisher.linda@epa.gov

Frigerio, Lorry

CEC Coordinator

Office of International Affairs - U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 6407 frigerio.lorry@epa.gov

Grumbles, Ben

Deputy Assistant Administrator

Office of Water U.S. EPA

Washington, DC USA

Harris, Phyllis

Deputy Assistant Administrator Office of Enforcement and Compliance Assurance

U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 2450 Fax: 202 501 3842 harris.phyllis@epa.gov Hill-Macon, Cam

Office of International Affairs

U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW

Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 6408

hill-macon.cam@epa.gov

Holmstead, Jeffrey

Assistant Administrator
Office of Air and Radiation

U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 7400

holmstead.jeff@epa.gov

Jones, Marshall

Deputy Director

U.S. Fish and Wildlife Service 1849 C Street, N.W., Room 3256

Washington, DC 20240

USA

Tel: 202 208 4545

Fax: 202 208 6965

 $marshall_jones@fws.gov$

Lent, Rebecca

Deputy Assistant

Administrator for Regulatory Programs Department of Commerce NOAA/NMFS

1315 East-West Highway

14th Floor

Silver Spring

Maryland 20910-3283

USA

rebecca.lent@noaa.gov

Linscott, Mark

Acting Assistant US Trade Representative Environment and Natural Resources USA

Marzouk, Evonne

Office of International Affairs

U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW

Washington, DC 20460 USA

Tel: 202 564 7529

marzouk.evonne@epa.gov

Délégation des États-Unis - X° session ordinaire du Conseil, 2003

Mehan, Tracy

Assistant Administrator

Office of Water

U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 5700

Polisar, John

Biodiversity Specialist

OES/ENV

U.S. Dept. of State

USA

Redlin, David

Office of International Affairs

U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW

Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 6437

redlin.david@epa.gov

Rodman, Joanne

Acting Director

Office of Children's Environmental Health

U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW

Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 2708

rodman.joanne@epa.gov

Rose, Erwin

North American Affairs Officer

Office of Environmental Policy

Dept. of State

2201 C Street, NW

Washington, DC 20520

USA

Tel: 202 647 4284

Fax: 202 647 1052

roseed@state.gov

Sanders, William

Deputy Assistant Administrator

Office of Prevention

Pesticides and Toxic Substances

U.S. EPA

Ariel Rios Building

1200 Pennsylvania Ave. NW

Washington, DC 20460

USA

Tel: 202 564 0554

sanders.william@epa.gov

Schabacker, Chris

Counselor to the Assistant Secretary for

Water

U.S. Department of the Interior

Washington, DC

USA

Shigetomi, Kent

Director for Mexico and NAFTA

Office of the U.S. Trade Representative

600 17th Street, NW

Washington, DC 20508

USA

Tel: 202 395 9459

Fax: 202 395 9517

kshigetomi@ustr.gov

Todd Whitman, Christine

Administrator

U.S. EPA

401 M Street, S. W. Mail Code 2660R

Washington, DC 20004

USA

Wheeler, Douglas

Hogan & Harston

Washington, DC

USA

Comité consultatif public mixte — X^e session ordinaire du Conseil, 2003

CANADA

Avery, Cam

Director of Public Affairs

Terasen Inc.

1111 West Georgia Street

Vancouver, BC V6E 4M4

Tel: 604 443 6603 Fax: 604 443 6530 cam.avery@terasen.com

Bourget, Ann

Hôtel de ville de Québec 2, rue des Jardins C.P. 700, Haute-Ville Québec, Québec G1R 4S9 Tel: 418 641 6411 Ext. 1076

Fax: 418 641 6465

ann.bourget@ville.quebec.qc.ca

Christmas, Daniel

Senior Advisor Membertou Band Council

Membertou Office 111, Membertou Street Membertou, Nova Scotia B1S 2M9

Canada

Tel: 902 564 6466 x 228 Fax: 902 539 6645

danchristmas@membertou.ca

Phare, Merrell-Ann

Executive Director / Legal Counsel Centre for Indigenous Environmental Ressources

3rd Floor, 245 McDermot Ave. Winnipeg, Manitoba R3B 0S6

Canada

Tel: 204 956 0660 Fax: 204 956 1895 maphare@ cier.ca

Tingley, Donna

Executive Director Clean Air Strategic Alliance 10035, 108 Street NW, Floor 10 Edmonton, Alberta T5J 3E1

Canada

Tel: 780 427 9793 Fax: 780 422 3127 dtingley@casahome.org

MEXICO

Alanís-Ortega, Gustavo

Presidente

Centro Mexicano de Derecho Ambiental

Alixco No. 138 Col. Condesa - Atlixco México, DF 06140

México

Tel: 52 555 286 3323 Fax: 525 55 211 2593 galanis@cemda.org.mx JPAC Chair for 2003

Bastida-Muñoz, Mindahi Crescencio

Presidente

Consejo Mexicano para el Desarrollo

Sustentable

Lázaro Cárdenas Norte No. 125, San Pedro

Tultepec

Lerma, Estado de México 52030

México

Tel. y Fax: 527 28 282 0469 mindahi@prodigy.net.mx

Correa, Adriana Nelly

Profesor Investigador

Centro de Calidad Ambiental - ITESM

Campus Monterrey Av. Eugenio Garza Sada

No. 2501 Sur

Monterrey, Nuevo León 64849

México

Tel: 52 818 328 4032 Fax: 528 18 359 6280 ancs@itesm.mx

Sandoval, Carlos

Presidente

Consejo Nacional de Industriales

Ecologistas

Gabriel Mancera No. 1141

Col. del Valle México, DF 03100

México

Tel: 52 555 559 1915 Fax: 525 55 575 2337 ecologia@conieco.com.mx

Silvan, Laura

Directora

Proyecto Fronterizo de Educación

Ambiental

Paseo Estrella del Mar No. 1025 - 2A

Sección Coronado

Playas de Tijuana, Baja California 22200

México

Tel: 52 664 630 0590 Fax: 526 64 630 05 90

laurie@proyectofronterizo.org.mx

USA

Clarey, Patricia

Vice President of Government Relations Health Net, Inc. 21650 Oxnard Street

Woodland Hills, California 91367

USA

Tel: 818 676 7667 Fax: 818 676 8591

Patricia.t.clarey@health.net

Desai, Dinkerrai

Environmental Coordinator U.S. Army Material Command Forth Monmouth New Jersey 07703

USA

Tel: 732 532 1475 Fax: 732 532 6263

desai@mail1.monmouth.army.mil

Duran, Arturo

General Manager Lower Valley Water District 1557 FM Road 1110

Clint, Texas 79836

USA

Tel: 915 791 4480 Fax: 915 791 4499 aduran@lvwd.org

Gardner, Jane

Manager and Counsel Remediation Programs

Corporate Environmental Programs

General Electric Company 3135 Easton Turnpike Fairfield, Connecticut 06431

Tel: 203 373 2932 Fax: 203 373 2683

Jane.gardner@corporate.ge.com

McDonald, Patricia

Consultant

4420 Berry Drive #3822 Wilson, Wyomming 83014

USA

Tel: 307 734 2758 Fax: 307 734 2758

pattyamcdonald@earthlink.net

Secrétariat de la CCE — X° session ordinaire du Conseil, 2003

Bellefleur, Julie-Anne

Council Secretary

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4310 jabellefleur@ccemtl.org

Brevé, Daniel

Public Participation Coordinator Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4368 dbreve@ccemtl.org

Carpentier, Chantal Line

Head, Environment, Economy & Trade

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4336 clcarpentier@ccemtl.org

Cun, Mircea

Net. Administrator

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest Bureau 200

Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4351 mmcun@ccemtl.org

Droga, Alain

Assistant, Law and Policy Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4329 Adroga@ccemtl.org Ferron-Trip, Spencer

Media and Outreach Officer Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest Bureau 200

Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4331 sftripp@ccemtl.org

Garver, Geoffrey

Head, SEM Unit

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4332 ggarver@ccemtl.org

Gómez, Yamirka

Assistant to the Council Secretary Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4349 yamirkag@ccemtl.org

González, Ignacio

Program Manager, Law and Policy Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4324 igonzalez@ccemtl.org

Guerrero, Hernando

Director, Mexico Liaison Office Commission for Environmental

Cooperation Progreso No. 3 Viveros de Coyoacán

México DF 04110 México

Tel: 52 555 659 5021

Herrmann, Hans

Head

Conservation of Biodiversity

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4340 hherman@ccemtl.org

Hoth, Jürgen

Program Manager

Conservation of Biodiversity

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4307 jhoth@ccemtl.org

Kirk, Douglas

Managing Editor, English Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest Bureau 200

Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4352 dkirk@ccemtl.org

López, Jesús Miguel

Managing Editor, Spanish Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest Bureau 200

Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4358 mlopez@ccemtl.org

Lovd, Evan

Director, Communications Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4308 elloyd@ccemtl.org

Secrétariat de la CCE — X^e session ordinaire du Conseil, 2003

Miller, Paul

Program Manager

Air Quality

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4326 pmiller@ccemtl.org

Morin, Jocelyne

JPAC Assistant

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4366 jmorin@ccemtl.org

Nichols, Marilou

Assistant, Pollutants and Health Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4341 mnichols@ccemtl.org

Opalka, Katia

Legal Officer, SEM Unit

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4337 kopalka@ccemtl.org

Paz-Miller, Liliana

Coordinator, Meeting Services Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4313 lpmiller@ccemtl.org

Pepin, Manon

JPAC Liaison Officer / NAFEC

Supervisor

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4305 mpepin@ccemtl.org

Sbert, Carla

Legal Officer, SEM Unit

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4321 csbert@ccemtl.org

Schmidt, Karen

Assistant, Conservation of Biodiversity

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4316 kschmidt@ccemtl.org

Shantora, Victor

Acting Executive Director

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4317 vshantora@ccemtl.org

Silvaroli, Angela

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4364 asilvaroli@ccemtl.org

Smith, Carol

Translation Coordinator

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest Bureau 200

Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4346 csmith@ccemtl.org

Sotelo, Olga

Assistant, Meeting Services

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4343 osotelo@ccemtl.org

Vulpescu, Mihaela

NAFEC Assistant

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4357 mvulpescu@ccemtl.org

Whitehouse, Tim

Head. Law and Policy

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Ouebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4334 twhitehouse@ccemtl.org

Wright, Doug

Director of Programs

Commission for Environmental

Cooperation

393, rue St-Jacques Ouest

Bureau 200 Montreal

Quebec H2Y 1N9

Canada

Tel: 514 350 4320 dwright@ccemtl.org

Intervenants ayant pris la parole lors de la X^e session ordinaire du Conseil, juin 2003

José, Campillo

Procurador **PROFEPA**

Camino al Ajusco #200 Col. Jardines en la Montaña

México, DF 14210

México

Tel: 52 555 494 6300 Fax: 52 555 440 2689

procurador@correo.profepa.gob.mx

Case, Scott

Director of Procurement Strategies Center for a New American Dream 505 Penn Street. Suite 306 Reading, Pennsylvania 19601

USA

Tel: 610 373 7703 Fax: 610 373 1425 scot@newdream.org

Cassanha Galvao, Luiz Augusto

Program Coordinator Environmental Quality Program Pan American Health Organization World Health Organization 525, 23rd Street, NW, Room 535 **USA**

Tel: 202 974 3156 galvaolu@paho.org

Hamrin, Jan

Executive Director Center for Resource Solutions Presidio Building # 97 P.O. Box # 29512 San Francisco, California 94129 USA

Tel: 415 561 2100 Fax: 415 561 2105

jhamrin@resource-solutions.org

Jensen, Kaj

Director of Business Risk Corporate Environmental Affairs Fleet Boston Financial Mail Code CT/EH/402 20E Hartford, Connecticut 06102-5080

USA

Tel: 860 952 6305 Fax: 860 952 6313 kaj l jensen@fleet.com Jones, Marshall

Deputy Director U.S. Fish and Wildlife Service 1849 C Street, N.W., Room 3256 Washington, DC 20240

USA

Tel: 202 208 4545 Fax: 202 208 6965 marshall jones@fws.gov

Ogilvie, Ken

Executive Director Pollution Probe Traders Building, 625 Church Street

suite 402

Toronto, Ontario M4Y 2G1

Canada

Tel: 416 926 9876 x 231 Fax: 416 926 1601 kogilvie@pollutionprobe.org

Raab, Steven

Vice President Environmental Health & Safety 15 Wayside Road Burlington Massachusetts 01803-4609

USA

Tel: 781 993 3000 x 3035 Fax: 781 993 3005 sraab@intergen.com

Repetto, Robert

Professor

Yale Shoool of Forestry and Environmental

Studies

200 Brook Placer

Boulder, Colorado 80302

USA

Tel: 303 381 8226 Fax: 303 381 8200 robert.repetto@yale.edu

Román Moguel, Guillermo

Director General Manejo Integral de Contaminantes **SEMARNAT**

Av. Revolución No. 1425

México, DF 01040

México

Tel: 52 555 624 3390 Fax: 52 555 624 3690 groman@semarnat.gob.mx Studer, Isabel

Profesor-investigador Facultad Latinoamericana de Ciencias

Sociales

Carretera al Ajusco No. 377 Col. Héroes de Padierna México, DF 14200

México

Tel: 52 555 631 7246 Fax: 52 555 593 4445 Isastuder@aol.com

Vaughan, Scott

Distinguished Visiting Fellow Carnegie Endowment for International Peace 1779 Massachusetts Ave. NW Washington, DC 20036

USA

Tel: 202 939 2303 Fax: 202 483 4462 svaughan@ceip.org

Observateurs spéciaux présents lors de la X^e session ordinaire du Conseil, juin 2003

Adria, Stephanie

Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Balkus, Daiva

Director of the Office of Cooperative Environmental Management U.S. EPA 695 15th Street NW Washington, DC 20005 USA

Tel: 202 233 0066 Fax: 202 233 0060 balkus.daiva@epa.gov

Beale, John

Deputy Assistant Administrator Office of Air and Radiation U.S. EPA Washington, DC USA

Bearden, Janet

Acting Director, International Enforcement Division Office of Enforcement and Compliance Assurance U.S. EPA Ariel Rios Building 1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460 USA Tel: 202 564 6245

Fax: 202 564 6245 Bearden.janet@epa.gov

Berger, Martha

Office of Children's Environmental Health U.S. EPA Washington, DC USA

Bridgeford, Tawny

Office of General Counsel U.S. EPA Washington, DC USA

Buka, Irena

Doctor Child Health Clinic Misericordia Hospital 16940 87th Ave. Edmonton, Alberta T5R 4H5 Canada

Tel: 780-930-5942 Fax: 780-481-4911

Carrillo, Oscar

NAC / GAC U.S. EPA Ariel Rios Building 1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460 USA

Tel: 202 233 0072 Fax: 202 233 0070 carrillo.oscar@epa.gov

Chanon, Keith E.

Office of Prevention, Pesticides, and Toxic Substances U.S. EPA Washington, DC USA

Christich, Peter

Office of International Affairs -U.S. EPA Ariel Rios Building 1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460 USA

Chu, Ed

Office of Children's Environmental Health U.S. EPA Washington, DC USA

Clark, Karen

Western Hemisphere Officer U.S. Department of the Interior 1849 C. St. NW MS - 4426 Washington, DC 20240 USA Tel: 202 208 3004

Tel: 202 208 3004 Fax: 202 501 6381 karen_clark@ios.doi.gov

Cotter, Patrick

Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Daumit, Debbie

L/OES U.S. Dept. of State Washington, DC USA

Downs, David

U.S. Dept. of State Washington, USA

Dulaney, Steve

Photographer U.S. EPA Ariel Rios Building 1200 Pennsylvania Ave. NW Washington, DC 20460 USA

Giannini-Spohn, Suzanne

Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Gilbreath, Jan

Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Herman, Chris

Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Hester, Luke

Press Officer U.S. EPA Washington, DC USA

Hoffer, Ron

Office of Water - U.S. EPA Washington, DC USA

Howard, John

Federal Executive U.S. EPA Washington, DC USA

Observateurs spéciaux présents lors de la X^e session ordinaire du Conseil, juin 2003

Joyce, Mark

Senior Policy Advisor U.S. EPA 655 15th Street NW Washington, DC 20005

USA

Tel: 202 233 0068 Fax: 202 233 0070 joyce.mark@epa.gov

Keating, Terry

Environmental Scientist Office of Air and Radiation U.S. EPA Washington, DC USA

Kennedy, William

Head

Environmental Policy and Strategy
European Bank for Reconstruction
and Development
10 Old Brewery Mews
London, NW3 1PZ
United Kingdom
Tel: 44 207 338 6567
kennedyw@ebrd.com

Kerr, Tom

Chief, Energy Supply and Industry Branch Office of Air and Radiation U.S. EPA Washington, DC USA

Klubnikin, Kheryn

Fish and Wildlife Group Research and Development Fish and Wildlife Service Washington, DC USA

Lallas, Peter

Office of General Counsel U.S. EPA Washington, DC USA

Macias, Fernando

Dep.General Manager Border Environment Cooperation Commission USA McCully, Tom

Chief of Staff Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

McDavit, Michael

Special Assistant Office of the Administrator U.S. EPA Washington, DC USA

McMurray, Claudia

DA Chief of Staff U.S. EPA Washington, DC USA

McNeil, Tucker

Special Assistant Office of the Administrator U.S. EPA Washington, DC USA

Mersfelder-Lewis, Lynne

NOAA Washington, DC USA

Metcalfe, Jane

Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Muehling, Brian

Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Mulvaney, Susan

Deputy Chief of Staff U.S. EPA Washington, DC USA

Paterson, Arthur

NOAA Washington, DC USA Penn, Amanda

Agricultural Marketing Specialist Foreign Agricultural Service

U.S. Dept. of Agriculture Washington, DC USA

Perry, Simona

NOAA Washington, DC USA

Petruccelli, Kathy

Director of Management and Operations Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Picardi, Rick

International Team
Office of Solid Waste and
Emergency Response
U.S. EPA
Ariel Rios Building
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20460
USA
Tel: 703 308 8879
Fax: 703 308 0514
Picardi.rick@epa.gov

Poole, Silvonia

Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Rock, Bud

Principal Deputy Assistant Secretary OES U.S. Dept. of State Washington, DC USA

Roth, Dana

OES/ETC U.S. Dept. of State Washington, DC USA

Observateurs spéciaux présents lors de la X^e session ordinaire du Conseil, juin 2003

Rubin, James

Assistant Section Chief, Policy, Environmental & Natural Resources Division U.S. Dept. of Justice Washington, DC USA

Scott, Jeff

Office of International Affairs U.S. EPA Washington, DC USA

Sowell, Sarah

Senior Advisor on North American Air Quality Office of Air and Radiation U.S. EPA Washington, DC USA

Tajbakhsh, Melinda

Fish and Wildlife Service Washington, DC USA

Updike, Beverly

OECA USA

Vetter, Darci

Director of Sustainable Development U.S. Trade Representative Washington, DC USA

Wardzinski, Karen

Asst. Section Chief, Policy, Env. & Natural Resources Division U.S. Dept. of Justice Washington, DC USA

Washburn, Kathryn

International Office U.S. Department of the Interior Washington, DC USA

Weinstein, Deborah

Policy Analysis U.S. Department of the Interior Washington, DC USA

Comités consultatifs nationaux et gouvernementaux

Collette, Charles

Senior Assistant General Counsel

Florida Department of Environmental Protection

PO Box 10161

3900 Commonwealth Blvd.

MS 35

Tallahassee, Florida 32302-2161

USA

Tel: 850 245 2220 Fax: 850 245 2297

chip.collette@dep.state.fl.us

Colvin, Michael

Government Consultant 436 Michael Ave.

Westerville, Ohio 43081-1812

USA

Tel: 614 895 3323

mikecolvin@columbus.rr.com

Gover, Lisa

Program Coordinator

National Tribal Environmental Council 2501 Rio Grande Blvd NW Suite A

Albuquerque

New Mexico 87104

USA

Tel: 505 242 2175 Fax: 505 242 2654 lgover@ntec.org

Greene, Adam

Director, Corporate Responsibility

USCIB

1212 Ave. of the Americas

Suite 2100

New York, New York 10036

USA

Tel: 212 703 5056 Fax: 212 575 0327 agreene@uscib.org

Kalbacher, Karl

City Councilman

City of Newark - Delaware

420 Arbour Drive

Newark, Delaware 19713

USA

Tel: 410 537 3447 Fax: 410 537 3472

kkalbacher@mde.state.md.us

Knox, John

Professor

Penn State

150 South College St.

Carlisle, Pennsylvania

USA

Tel: 717 241 3904 Fax: 717 240 5126 jhknox@psu.edu Lile, Sarah

Director

Department of Environmental Affairs

City of Detroit

First National Building

660 Woodward Ave. Suite 800

Detroit, Michigan 48226

USA

Tel: 313 471 5100 Fax: 313 471 5139

liles@envafrs.ci.detroit.mi.us

Luna, Cesar

Environmental Attorney Bournazian & Luna 110 West C. Street, # 812 San Diego, California 92101

USA

Tel: 619 702 6530 Fax: 619 702 3464

cesar@bournazian-luna.com

Mahfood, Stephen

Director

Missouri Department of Natural

Resources P.O. Box 176

Jefferson City, Missouri 65102

USA

Tel: 573 751 4732 Fax: 573 751 7627

nrmahfs@dnr.state.mo.us

Martínez, Ricardo

Assistant Secretary California Environmental Protection

Agency 1001 I Street

Sacramento, California 95814

USA

Tel: 916 324 7316 Fax: 916 445 6401 rmartine@calepa.ca.gov

Matz, James

Mayor

City of Palm Valley 900 Palm Valley Drive West Harlingen, Texas 78552

USA

Tel: 956 423 8030 Fax: 956 427 8031 gmatz@matzbldg.com Morell, Aldo A.

Director

DuPont Safety

Health and Environment Excellence

Center DuPont 1007 Market Street

DuPont Bldg. Room 6088 Wilmington, Delaware 19898

USA

Tel: 302 773 0966 Fax: 302 774 3140

aldo.morell@usa.dupont.com

Perras, Jean

President

National Advisory Commetee - Canada

3 Chemin des Castors Chelsea, Quebec J9B 1B8

Tel: 819 827 5036

leblanc.perras@videotron.ca

Ruvin, Hervey

Clerk of the Courts

Miami-Dade County Courthouse

73 West Flagler Street

Suite 242

Miami, Florida 33130

USA

Tel: 305 275 1155 Fax: 305 349 7403

clerk@miami-dadeclerk.com

Salas, Fernando

Vice Presidente

Grupo Salas Consultores

Acordada No. 47

México, DF 03900

México

Tel: 52 558 590 2903

Fax: 52 558 590 2905

fersalas@solescon.com

Wesson, Dolores

Deputy Director

California Sea Grant College Program University of California - San Diego 9500 Gilman Drive, Dept. 0232 La Jolla, California 92093-0232

USA

Tel: 858 534 0576 Fax: 858 534 2231 dwesson@ucsd.edu

Williams, Charles M.

Professor

Dept. of Animal & Poultry Science University of Saskatchewan

51 Campus Drive

6D34 Agriculture Bldg.

Saskatoon, Saskatchewan S7N 5A8 Canada

Tel: 306 966 4157 Fax: 301 966 4151 williamsch@sask.usask.ca



Atelier du CCPM sur les évaluations de la CCE portant sur les enjeux transfrontaliers relatifs aux questions de l'air

Le 24 juin 2003 Washington, D.C.

Compte rendu de discussion¹

Observations préliminaires

Gustavo Alanís-Ortega, président du Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) en 2003, souhaite la bienvenue aux participants et les informe que, après les exposés, on sollicitera les observations des membres du CCPM et du public sur les documents distribués avant la réunion. Il explique que les résultats des discussions seront communiqués au Conseil dans le cadre d'une séance à huis clos prévue plus tard dans la journée.

Grandes lignes des évaluations de la CCE portant sur les enjeux transfrontaliers de la qualité de l'air

Paul Miller, gestionnaire de programme de la CCE, secteur de programme relatif aux polluants et à la santé, mentionne qu'il s'agit de la première réunion du Groupe de travail sur la qualité de l'air en Amérique du Nord (le « Groupe de travail ») et que les points à l'ordre du jour découlent de l'étude du marché de l'électricité menée par la CCE en vertu de l'article 13 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE). Dans son communiqué de 2002, le Conseil définissait les domaines auxquels il faut continuer de s'intéresser. On n'a pas encore établi la portée du programme de travail et on demande l'opinion des membres du CCPM et du public sur la contribution la plus efficace que pourrait apporter la CCE à cet égard, en tenant compte du fait que les activités s'étendront sur plusieurs années et que les ressources sont limitées. Les activités suivantes pourraient être entreprises :

- 1. Une étude comparative des normes, de la réglementation, de la planification et de l'application des lois relatives à la qualité de l'air aux paliers national, étatique, provincial et municipal des trois pays, en se fondant sur les recherches et les travaux réalisés par la CCE sur les systèmes de gestion de la qualité de l'air.
- 2. Une enquête destinée à recueillir de l'information sur la comparabilité des normes environnementales nord-américaines régissant la construction et l'exploitation des centrales électriques.

_

¹ AVERTISSEMENT : Malgré le soin avec lequel le présent compte rendu a été établi et le fait que les membres du CCPM l'ait approuvé, il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées et les Parties, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé.

Observations du public et des membres du CCPM

- Il serait plus intéressant et plus utile de lancer des projets de prévention de la pollution que d'étudier les systèmes juridiques ce qui prendrait des années.
- Comment coordonnera-t-on les activités du CCPM et du Groupe de travail? Il faut s'assurer que nous ne travaillons pas en vase clos sur des questions d'intérêt commun.
- On propose la possibilité d'utiliser comme modèle le processus de participation multipartite créé pour l'élaboration de normes sur les émissions atmosphériques en Alberta dans le cadre de ce processus, des membres de l'industrie, du gouvernement et d'organisations non gouvernementales participent à l'établissement d'un consensus et à la prise des décisions qui seront mises en œuvre par le gouvernement. La mise en œuvre est très efficace et les mesures sont respectées. On peut consulter le site Web connexe à l'adresse <www.casahome.org>.
- L'établissement d'une méthode d'évaluation des effets cumulatifs et des risques est une tâche complexe. Il faut évaluer les incidences sur la santé publique.
- D'autres volets du programme de la CCE sur la qualité de l'air ont trait aux sources ponctuelles et aux inventaires d'émissions et on s'y attache à compiler des données en vue de la création de modèles de planification de la qualité de l'air. Les méthodes sont-elles transférables? Peut-on établir des méthodes communes? Par exemple, au Canada et aux États-Unis, il n'y a pas de sources ponctuelles similaires aux fours à poterie artisanaux qu'on trouve au Mexique.
- Dans certains pays, la couche d'ozone a subi de graves dommages. Il importe d'adopter des normes fondées sur le risque. Il existe déjà de nombreuses normes de ce genre; il faut les examiner. (M. Miller a clairement indiqué qu'on ne cherche pas à définir des normes, mais bien à informer les décideurs.)
- On semble s'appuyer fortement sur la recherche pour tenter de mieux comprendre les divers moyens que prennent les trois pays pour s'attaquer aux problèmes de qualité de l'air. Des mesures de réduction et de prévention pourraient-elles être complémentaires aux recherches en cours?
- Il faut cibler les projets. L'étude sur l'électricité est intéressante. L'important, c'est de définir les répercussions. Il faut maintenant s'intéresser aux enjeux et aux évaluations. Un étudiant de niveau postuniversitaire pourrait faire ce travail en six mois. Nous accordons trop d'importance à l'examen des effets associés à la fabrication de poterie artisanale; il faut accorder la priorité à l'étude des répercussions des centrales électriques sur nos bassins atmosphériques. Quelles sont les répercussions de ces centrales au-delà des frontières?
- Où sont les membres du Groupe de travail? Ils devaient nous fournir des détails. Nous perdons notre temps à parler de tout et de rien. Nous n'avons aucun contexte. Les membres du Groupe de travail devaient faire des exposés au début de la réunion. (On explique qu'ils participent à une séance à huis clos avec le Conseil et qu'ils se joindront aux participants plus tard).
- Nous sommes déçus par la lenteur des progrès réalisés par le Groupe de travail. Il y a de nombreux enjeux importants à examiner. Par exemple, dans le seul État de l'Arizona, on étudie trente demandes de permis de construction de centrales électriques présentées par des promoteurs de l'extérieur de l'État.
- Il faut également examiner les enjeux connexes concernant l'utilisation de l'eau. La multiplication des centrales électriques est associée à de très fortes demandes en eau. Il s'agit sans contredit d'enjeux transfrontaliers. Par ailleurs, les lignes de transport d'électricité traversent souvent les quartiers les plus défavorisés ou encore des sites

importants sur les plans historique et écologique. J'aimerais que le Groupe de travail établisse des directives pour faciliter la mise en œuvre de solutions à ces problèmes à l'échelle locale.

- Quelles mesures concrètes pouvons-nous prendre dans les secteurs et les collectivités où il y a des problèmes? Nous avons déjà fait notre propre étude auprès de l'*American Lung Association* (Association pulmonaire des États-Unis) et de l'Université Harvard. Il faut obtenir un engagement ferme à l'égard des campagnes en cours dans nos pays respectifs. Nous ne demandons pas la fermeture des centrales; nous voulons seulement que les installations soient modernisées et qu'on utilise des techniques de filtration plus efficaces de manière à réduire les émissions de 90 à 95 %. (L'intervenant parlait d'installations de la région de Chicago.)
- On prévoit la construction de 50 méga-usines le long de la frontière mexicaine. Plus d'un million de personnes seront touchées. Il s'agit d'entreprises américaines établies au Mexique. Ces entreprises font du « blanchiment de CO₂ ».
- En conclusion, vous devriez adopter les normes les plus strictes dans les trois pays.
- Il faut aussi inclure l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies aux activités et établir un lien entre les projets reliés à la qualité de l'air et les activités de la CCE dans les domaines de la biodiversité, de la santé des enfants et de l'application des lois. Le plan de travail doit prévoir des activités de sensibilisation de la population. Les gouvernements sont déjà très actifs dans ce domaine.
- Nous devons mettre l'accent sur la réduction et la prévention de la pollution pour protéger l'environnement et la santé humaine. Il existe des programmes de remplacement de machines agricoles équipées de moteurs à combustion interne par des équipements utilisant des technologies plus efficaces, ce qui donne lieu à des économies d'énergie et à une réduction de la pollution de l'eau.
- Notre discussion n'est pas ciblée. Nous devrions examiner les normes les plus strictes et les plus efficaces de chacun des trois pays et nous concentrer sur le secteur de l'électricité et les enjeux transfrontaliers.

Présentations par les membres du Groupe de travail

Le président du Groupe de travail indique que ce dernier a été constitué conformément à la résolution du Conseil n° 02-04, intitulée *Groupe de travail nord-américain sur la qualité de l'air*, et qu'il a tenu sa première réunion la veille (le 23 juin).

Le mandat du Groupe de travail consiste à élaborer un plan stratégique à long terme, en consultation avec les membres du public. L'échéancier a été approuvé et communiqué au CCPM. Une assemblée publique sera organisée au début de 2004; on y discutera de l'ébauche du plan stratégique. L'électricité doit sans contredit être au cœur de ce plan, l'élaboration d'une initiative trinationale dans le secteur de l'énergie en étant le premier objectif. Le Groupe s'intéressera également au secteur des transports, y compris le transport ferroviaire et le transport maritime.

Un autre membre explique que le Groupe de travail s'intéressera à la mise en œuvre d'un projet pilote de surveillance dans une région frontalière. La vision stratégique du Groupe inclura également des questions techniques et une consultation publique sur les enjeux sociaux connexes. Le renforcement des capacités et la mise au point de nouvelles technologies sont très importants, surtout pour le Mexique.

Observations du public et des membres du CCPM

- A-t-on prévu une participation du secteur privé, y compris les petites et moyennes entreprises?
- Les petites entreprises présentent tout un défi. Nous devrons cibler nos efforts.
- Nous devons éviter les chevauchements et les dédoublements d'efforts à l'échelon bilatéral ou avec le secteur privé.
- Les stratégies de prévention de la pollution mises en œuvre par le secteur privé pourraient donner de meilleurs résultats.
- Les plans d'urbanisme devraient inclure des mesures pour encourager la population à utiliser davantage les transports en commun on peut amener les gens à modifier leurs comportements. Il y a un lien direct entre l'aménagement urbain et l'utilisation des véhicules automobiles.
- Il faut non seulement fixer un échéancier, mais aussi définir le résultat souhaité. Nous nous éloignons du mandat initial, soit l'étude des enjeux transfrontaliers en rapport avec la production d'électricité. Que peut-on accomplir en douze mois? Que pouvons-nous améliorer dans les trois pays?
- Le Canada reverra ses standards pancanadiens sur les niveaux ambiants et l'accord canado-américain qui fixe des plafonds d'émissions, ce qui mènera à la mise en œuvre de mesures concrètes.
- 3. Le relevé, l'étude et le traitement de questions concernant les obstacles, les défis, les possibilités et les principes qui favorisent ou entravent l'évolution des systèmes d'échange de droits d'émission.
- Pour ce qui est des échanges de droits d'émission, étant donné que le Canada et les États-Unis se sont déjà engagés à réaliser une étude de faisabilité d'éventuels programmes d'échanges entre les deux pays (voir l'accord bilatéral intitulé *Strengthening Our Cooperation for Cleaner Air*, signé le 22 juin 2003, à Washington, D.C.), que pouvonsnous ajouter? Nous devrions encourager les deux pays à établir des programmes efficaces au lieu de dépenser les rares ressources disponibles pour des travaux qui ont déjà été menés.
- On devrait examiner la possibilité d'appliquer des accords comme celui-là dans les trois pays.
- Où en est le projet pilote sur le commerce des gaz à effet de serre au Mexique, projet parrainé par la CCE? M. Miller répond qu'aucune décision n'a encore été prise et qu'on examine les possibilités.

En conclusion, les membres du CCPM disent que la réunion était peut-être prématurée, que les questions examinées étaient très techniques et que le Groupe de travail était probablement mieux placé pour y répondre. Le CCPM pourrait participer beaucoup plus activement à la préparation d'un document de fond.

M. Miller remercie tous les participants et confirme que le public sera consulté dans le cadre de l'élaboration des plans de travail.

Rédigé par Lorraine Brooke

le 7 juillet 2003



Séance plénière publique sur le programme nord-américain de coopération en matière d'application et d'observation des lois de l'environnement de la Commission de coopération environnementale

tenue le 23 juin 2003 à Washington

Compte rendu de discussion¹

Mot d'ouverture

Le président du Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) pour 2003, M. Gustavo Alanís-Ortega, souhaite la bienvenue aux participants et explique en quoi consistent le mandat et le rôle du Comité. Il rappelle que dans son avis au Conseil nº 02-11 sur le projet de plan de programme et de budget de la CCE pour 2003 à 2005, le CCPM a recommandé la tenue d'une réunion publique avec le Groupe de travail nord-américain sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale (le « Groupe de travail ») dans le cadre de la présente session ordinaire du Conseil afin de solliciter des observations sur un plan stratégique à long terme dans ce domaine.

En mars 2003, le CCPM s'est réuni avec le Groupe de travail afin de lui présenter une ébauche de l'ordre du jour de la présente réunion et les grandes lignes d'un éventuel plan stratégique à long terme prévoyant les travaux suivants :

- 1. Le relevé des lacunes dans les systèmes juridiques nationaux et les accords internationaux qui peuvent entraver la coopération en matière d'application des lois à l'échelle transfrontalière, en examinant plus particulièrement :
 - a) le mouvement des substances qui menacent la santé publique, l'environnement et les espèces en voie de disparition;
 - b) des exemples de sociétés canadiennes, mexicaines ou américaines « qui se réfugient de l'autre côté de la frontière » pour se soustraire aux obligations environnementales imposées dans un autre pays signataire de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) (p. ex., la société Metales y Derivados).
- 2. La formulation de recommandations au Conseil sur la conception de systèmes d'information et l'amélioration des systèmes juridiques et des politiques nationales en se fondant sur les lacunes relevées au point 1.
- 3. La recherche de liens entre l'application des lois et les autres secteurs de programme de la CCE, notamment celui relatif aux polluants et à la santé.
- 4. La promotion de l'application du principe de transparence au cours de l'établissement et de la mise en œuvre du programme du Groupe de travail afin de maximiser la participation du public.

1

¹ AVERTISSEMENT : Malgré le soin avec lequel le présent compte rendu de discussion a été établi et le fait que les membres du CCPM l'aient adopté, il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées et les Parties, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé.

Le président du CCPM incite l'assistance à participer activement à la séance afin d'aider le CCPM à orienter la poursuite de ses travaux avec le Groupe de travail.

Le président du Groupe de travail, M. José Campillo Garcia, présente l'ébauche du plan stratégique et déclare qu'il est important d'établir des réseaux axés sur le commerce des déchets dangereux et d'offrir une formation connexe aux agents des douanes. Il mentionne ensuite que la CCE organisera prochainement un atelier sur la législation de l'environnement qui portera sur les lacunes des systèmes juridiques pouvant entraver une coopération fructueuse, sur la nécessité de renforcer la coopération ainsi que la coordination des activités, sur l'importance des mécanismes d'application volontaire, y compris la collaboration avec les petites et moyennes entreprises (PME) et le rôle des citoyens.

Le chef du secteur de programme de la CCE relatif au droit et aux politiques de l'environnement, M. Tim Whitehouse, souhaite la bienvenue aux participants et mentionne que cette séance a pour objet de faire valoir l'importance des connaissances du public et la nécessité de se pencher sur des questions et des résultats concrets pouvant servir à améliorer l'environnement et à protéger la santé publique. Il conclut en remerciant le CCPM de sa participation active dans ce domaine.

Aperçu des priorités nationales en matière d'application des lois

L'Office of Enforcement and Compliance Assurance de l'EPA

La sous-administratrice adjointe de l'*Environmental Protection Agency* (EPA, Agence de protection de l'environnement) des États-Unis, M^{me} Phyllis Harris, remercie le CCPM de viser l'application des principes de transparence et la participation du public. Elle indique que l'EPA s'efforce également de faire participer le public à l'établissement des priorités et qu'elle a récemment rédigé un document de politique sur cette participation. Elle expose ensuite les grandes lignes du programme *Smart Enforcement* (Application rationnelle des lois), qui utilise les outils les plus pertinents pour résoudre les principaux problèmes et obtenir les meilleurs résultats. Ce programme prévoit notamment :

- la recherche de solutions aux problèmes les plus notables que pose la conformité aux lois régissant l'environnement et la santé publique;
- l'utilisation des données disponibles;
- le recours aux outils les plus adéquats pour obtenir les meilleurs résultats possibles:
- l'évaluation du degré d'efficacité de ces outils;
- l'évaluation des résultats obtenus.

M^{me} Harris fait également état de l'appui qu'apporte l'EPA aux systèmes de gestion de l'environnement, à l'intendance de l'environnement par les entreprises et à la divulgation d'informations environnementales pertinentes, y compris la nécessité de publier et d'échanger ces informations.

Elle mentionne également que l'organisme américain qui a la même vocation que l'EPA, l'US Fish and Wildlife Service (Service des pêches et de la faune des États-Unis), s'emploie à renforcer les capacités nationales en matière d'application des lois en formant et en recrutant de nouveaux agents dont les activités visent à faire obstacle au commerce illicite d'espèces sauvages et à préserver les espèces qui suscitent des préoccupations à l'échelle internationale.

Le Service de protection de l'environnement d'Environnement Canada

Le sous-directeur de la Direction générale de l'application de la loi à Environnement Canada, M. Daniel Couture, explique les défis particuliers qui se posent au Canada du fait qu'il y a partage des compétences entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Il ajoute qu'Environnement Canada et Pêches et Océans Canada sont des chefs de file parmi les organismes fédéraux et que la conservation des espèces sauvages et la prévention de la pollution constituent des objectifs au palier fédéral.

Les espèces sauvages donnent lieu aux priorités d'action suivantes :

- la mise en application de la nouvelle *Loi sur les espèces en péril*;
- l'élaboration d'approches concertées qui visent une protection efficace en s'appuyant sur toutes les lois en vigueur;
- la concentration des efforts sur les réseaux criminels organisés;
- la poursuite de la collecte de renseignements, du renforcement des capacités et de la collaboration.

La prévention de la pollution est axée sur les éléments suivants :

- le transport transfrontalier des déchets dangereux, notamment les substances qui appauvrissent la couche d'ozone;
- de nouveaux mécanismes de lutte contre la pollution, des règlements rationnels, des plans de prévention de la pollution et l'accentuation de l'attention portée à la biosécurité;
- la collaboration entre les organismes gouvernementaux.

M. Couture conclut en indiquant que le Canada privilégie maintenant le renforcement des capacités en vue d'acquérir des connaissances et de l'information et de s'en servir pour que l'application des lois donne de meilleurs résultats.

Le Procuraduría Federal de Protección al Ambiente

Le directeur de la section des crimes contre l'environnement et du contentieux au *Procuraduria Federal de Protección al Ambiente* (Profepa, Bureau fédéral de la protection de l'environnement), M. Gabriel Calvillo, mentionne que la législation mexicaine a récemment subi des modifications en ce qui a trait à la divulgation de l'information au public et à l'intégration des politiques publiques au domaine de l'application des lois. Le Profepa s'est donné les priorités suivantes :

- l'inspection et la surveillance;
- l'application des lois;
- les mesures volontaires de contrôle;
- les enquêtes;
- le commerce illicite de déchets dangereux;
- les mesures correctives et l'imposition d'amendes;
- l'incitation du public à dénoncer les contrevenants.

M. Calvillo précise que la stratégie de 2003 consistera à inspecter les établissements à hauts risques, à concevoir des mécanismes d'application volontaire des lois, notamment pour les PME,

à lutter contre la pollution atmosphérique et à donner suite aux obligations qu'imposent les accords internationaux comme le Protocole de Kyoto.

Pour ce qui est des ressources naturelles, il indique que les priorités comprennent les enquêtes sur les activités criminelles, particulièrement dans les forêts, l'application des conventions internationales, la biotechnologie et les organismes génétiquement modifiés, la collecte de données.

Période de questions

Ouestions:

Au Canada et aux États-Unis, quelles possibilités offre-t-on au public de participer à l'application des lois en vigueur? Que fait-t-on au Mexique pour inciter la dénonciation des contrevenants? Quelles mesures chaque pays envisage-t-il de prendre pour assurer une application plus stricte de ses lois?

Réponses:

Aux États-Unis, le public peut participer à de nombreux processus, dont le *Toxics Release Inventory* (Inventaire des rejets toxiques) et d'autres programmes de collecte de données, aux poursuites intentées par des citoyens et à la formulation d'observations sur des règlements extrajudiciaires. Par le biais des bureaux régionaux de l'EPA, les citoyens peuvent soumettre des rapports et déposer des plaintes; la *Superfund Act* (Loi sur le fonds spécial pour l'environnement) leur offre diverses possibilités de participer aux activités de dépollution. Tout récemment, l'administratrice de l'EPA, M^{me} Christine Todd Whitman, a diffusé une politique sur la participation du public à tous les programmes de l'Agence.

Au Canada, en ce qui concerne la prévention de la pollution, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE) permet à tout citoyen de demander la tenue d'une enquête. Par ailleurs, les rapports établis à l'intention du Parlement sont des documents du domaine public. Le site Web *La Voie verte* offre toute cette information de même qu'un registre des poursuites et des mesures d'application des lois.

Le Canada a engagé de nouvelles ressources afin d'augmenter le nombre d'inspecteurs et d'agents d'application des lois. En vertu de la LCPE, ils jouissent des mêmes pouvoirs que les agents de la paix.

Au Mexique, le gouvernement a recours aux médias et au réseau Internet pour inciter les citoyens à déposer des plaintes. Cependant, une grande partie de la population n'ayant pas accès aux médias électroniques, le gouvernement s'emploie à trouver d'autres moyens de communication. Par ailleurs, un nouvel organisme gouvernemental chargé des activités illicites publie maintenant une liste des contrevenants, et de nouveaux programmes de surveillance de l'environnement sont mis sur pied, particulièrement à l'intention des PME.

Question et observations :

Étant donné que le CCPM essaie d'établir des liens entre la performance environnementale et le rendement financier, que font les trois pays à ce sujet?

Réponse:

Aux États-Unis, l'EPA travaille de concert avec la *Securities and Exchange Commission* (SEC, Commission des valeurs mobilières) sur des questions relatives à la divulgation de l'information environnementale, particulièrement les poursuites judiciaires relatives à l'environnement, en vertu des règlements qu'a instaurés cette commission. L'EPA échange continuellement de l'information avec la SEC dans le cadre d'enquêtes et de mesures d'application des lois.

Au Canada, il n'existe pas d'entente officielle dans ce domaine. Au cours de certaines enquêtes, Environnement Canada collabore avec la Gendarmerie royale afin d'établir des liens avec le domaine financier.

Questions et observations :

De quelle manière les peuples autochtones participent-ils à l'établissement des normes d'application et d'observation des lois? Au Canada, par exemple, la situation est très controversée et il faudrait qu'elle change. Les peuples autochtones ont leurs propres coutumes; leurs aînés devraient prendre part à la conception de mécanismes d'application. Pour ces peuples, la principale question consiste à savoir si l'environnement demeurera salubre, car cet élément est déterminant pour leur santé. Des conventions internationales, notamment la Convention sur la diversité biologique et la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail relative aux peuples indigènes et tribaux, reconnaissent les droits des peuples autochtones et il faudrait les appliquer à l'échelle nationale. Pour y parvenir, on pourrait affecter les ressources nécessaires pour renforcer les capacités des peuples autochtones afin qu'ils exercent eux-mêmes une surveillance et fassent appliquer les lois.

Réponses:

Au Canada, la loi prescrit de consulter les peuples autochtones et d'autres intéressés au cours de l'élaboration de nouveaux règlements. Dans de nombreux cas, des partenariats sont conclus avec des collectivités autochtones. Mais il est évident que ce n'est pas suffisant.

Aux États-Unis, le gouvernement a des responsabilités de fiduciaire à l'égard des tribus. Il s'emploie à renforcer leurs capacités afin qu'elles puissent élaborer et administrer leurs propres programmes et fixer leurs propres normes sur leurs terres. L'EPA porte une attention particulière à des domaines de premier plan comme l'eau potable et la gestion des déchets solides.

Au Mexique, le Profepa s'attache à aider les collectivités à se doter de moyens de contrôle de l'application des lois. Des efforts permanents visent à élaborer de meilleurs mécanismes pour que les peuples autochtones participent à l'étude de questions liées à la conservation et à l'utilisation des terres.

Ouestions et observations :

On essaie de mesurer le degré d'application des lois en dénombrant les infractions et les plaintes au lieu d'évaluer les résultats; les lois et règlements doivent être des outils et non des buts. L'incidence des lois sur l'environnement devrait constituer une question cruciale. Au Mexique, on pourrait améliorer le processus d'application en publiant régulièrement des bilans et de l'information sur la réglementation. Le manque d'information et la complexité du système

incitent à déroger aux lois et il faudrait augmenter le salaire des inspecteurs. Le roulement de personnel est également trop important et entraîne la corruption. Par ailleurs, il faudrait consacrer davantage de ressources aux programmes visant la frontière en raison de l'ampleur du trafic routier; la frontière est paralysée par l'inspection de chaque chargement.

Réponses:

Le gouvernement mexicain convient qu'il ne faudrait pas mesurer le degré d'application des lois en dénombrant les infractions et les plaintes; il faudrait plutôt établir de nouveaux indicateurs qui permettront d'évaluer les résultats. Il estime également nécessaire d'améliorer la formation, d'augmenter les salaires et de mettre en place une équipe de spécialistes qui demeureront en poste.

Aux États-Unis, le programme d'application rationnelle des lois ne vise plus seulement à dénombrer les plaintes et les infractions, mais à chercher des moyens d'évaluer les résultats. Il faut aussi déployer davantage d'efforts pour relever les zones géographiques dont il faut s'occuper. L'EPA incite également les entreprises à présenter des projets correctifs (des projets environnementaux supplémentaires) au lieu de leur imposer des amendes.

Questions et observations :

Il s'avère urgent de trouver un moyen de coopérer à l'échelle trilatérale afin de réglementer les navires de croisière. À Cozumel, par exemple, on compte deux mille appels par jour en raison des graves dommages que ces navires font subir aux récifs de corail. De quelle manière la CCE peut-elle apporter son aide à ce sujet?

Réponse:

Il faudra soumettre ce problème à l'examen du Groupe de travail, car la situation est grave dans les trois pays. Il s'agit d'un domaine prioritaire qui impose une coopération internationale.

Questions et observations :

Il faut que les lois et règlements soient plus souples et répondent aux conditions dans lesquelles vivent les collectivités. Dans de nombreux cas, la police municipale ne peut appliquer les lois, bien que ce soit à l'échelon local que les répercussions sur la vie quotidienne se font sentir et lèsent la population. Les centrales au charbon situées à proximité des collectivités pauvres et les itinéraires de transport traversant des zones à forte densité de population illustrent très bien cette situation.

Réponse:

Aux États-Unis, les émissions des centrales au charbon constituent une des premières priorités de l'EPA, de même que celles des moteurs diesel. L'Agence annoncera sous peu de nouveaux règlements; elle a entamé des négociations énergiques, de même que des travaux mettant en relation les dommages à l'environnement avec les règlements extrajudiciaires à titre de mesures d'application. On assiste aussi à la création de fonds qui sont notamment destinés à améliorer les émissions des moteurs d'autobus scolaires.

Questions et observations :

La promotion du développement économique pose de graves problèmes aux peuples autochtones du nord du Canada. Au nord du 50^e parallèle, les terres et l'eau sont encore pratiquement vierges, mais la situation change très rapidement. Lorsqu'une région est ouverte au développement, on assiste à la construction de routes et à l'installation de personnes non autochtones. Ce phénomène provoque la disparition des langues traditionnelles et de la culture, sans parler de la contamination des terres et du déplacement des espèces sauvages. Si l'on détruit l'environnement, on extermine les peuples autochtones.

Il faut s'attaquer aux injustices en matière d'application des lois. Dans la région d'Oaxaca, par exemple, un Autochtone a été arrêté pour avoir eu en sa possession des œufs de tortue, alors que ceux-ci font partie de l'alimentation traditionnelle des peuples autochtones. Les tortues sont protégées, mais dans la même région se trouve l'une des plus grandes raffineries de pétrole du pays et l'on sait pertinemment qu'elle pollue considérablement l'eau et détruit les habitats de tortue. Par contre, aucune mesure n'est prise à l'encontre des propriétaires de cette raffinerie.

Réponse :

Le Profepa se consacre maintenant beaucoup plus à la justice environnementale qu'à l'application stricte des mesures de protection de l'environnement. L'exemple cité illustre parfaitement la pertinence de cette nouvelle orientation et la nécessité d'équilibrer les intérêts. Par exemple, il faudrait instaurer des dérogations pour les plantes et les espèces sauvages qui font traditionnellement partie de l'alimentation et des pratiques religieuses des peuples autochtones.

Exposé sur le commerce illicite de substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Le directeur adjoint de la section des crimes contre l'environnement à la division de l'environnement et des ressources naturelles du ministère de la Justice des États-Unis, M. Bruce Pasfield, affirme que l'on assiste à la limite de l'appauvrissement de la couche d'ozone. Au cours des années 1920 et 1930, l'utilisation des substances industrielles s'est intensifiée, et au cours des années 1950, on a découvert que les caractéristiques qui rendaient ces substances si utiles dégradaient la couche d'ozone. En raison du temps nécessaire pour que ces substances chimiques atteignent cette couche, ce n'est que maintenant que l'on constate la plupart de leurs effets.

Le Protocole de Montréal adopté en 1978 a instauré un processus d'élimination graduelle de ces substances chimiques, mais, de 1978 à 1986, l'application de ce programme était facultative. Il a fallu par la suite établir un délai d'élimination, soit 1996 dans les pays développés et 2010 dans les pays en développement. Cette situation constitue un problème en matière d'application.

Le Mexique est le troisième plus important pays producteur de chlorofluorocarbures (CFC) du monde, avec 7 500 tonnes par année. Il en exporte la majeure partie vers des pays en développement. Deux à cinq tonnes de ces substances sont importées illégalement aux États-Unis chaque année. Le groupe d'étude connexe de la CCE s'est employé à trouver des solutions dans ce domaine. Il se réunit tous les trois ou quatre mois et il a accompli des progrès notables à cet égard.

• En 2000, le Mexique a débuté son programme d'élimination graduelle, qui donne lieu à une bonne collaboration dans des cas précis. La CCE pourrait apporter son aide à ce pays en concevant un meilleur système de délivrance de permis dont le processus de suivi

correspondrait davantage à celui en vigueur dans les deux autres pays nord-américains. La CCE a parrainé la tenue d'une conférence en février 2003, à Monterrey, au Mexique. Tant que le cadre législatif du Mexique ne sera pas amélioré, les capacités ne pourront pas être renforcées. Il faut maintenant axer l'attention sur la deuxième génération de substances chimiques, celles de remplacement, qui sont également astreintes à une élimination graduelle d'ici 2010.

• Il faut aussi coordonner la formation offerte dans les secteurs de la protection de l'environnement, du suivi des déchets dangereux, de la conservation des espèces sauvages et du commerce des espèces en voie de disparition. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour l'environnement est en train d'élaborer un programme de formation dans tous ces domaines; la CCE devrait favoriser une formation intégrée afin d'écologiser les activités douanières.

Exposé sur la gestion écologique et le suivi des déchets dangereux

Un représentant du bureau des déchets solides à l'EPA, M. Rick Picardi, fait état des différences que comportent les prescriptions relatives aux déchets dangereux dans les trois pays et de la directive du Conseil de la CCE d'exercer une surveillance du cycle de vie des déchets dangereux en Amérique du Nord. Bien que la plupart de ces substances demeurent sur le continent après avoir traversé une frontière, on peut les perdre de vue. Ce phénomène provoque une surcharge de déchets dans le pays destinataire.

M. Picardi expose également les travaux du Groupe d'étude sur les déchets dangereux, lesquels ne visent pas seulement une meilleure application des lois, mais une meilleure compréhension de la situation. Ce groupe réalise actuellement une analyse comparative de certaines prescriptions relatives aux déchets dangereux dans les trois pays, un relevé des processus nationaux de suivi et une étude sur la possibilité d'établir des liens entre ces processus.

Dans le cadre de ses travaux, il indique que le Groupe d'étude envisage de tenir un atelier public, en collaboration avec le CCPM, sur les pratiques exemplaires de suivi des déchets dangereux, de même que de formuler une résolution que le Conseil pourrait adopter en 2004, de se pencher sur la gestion écologique des déchets dangereux, d'élaborer un guide sur les pratiques exemplaires de gestion écologique et de mettre sur pied un projet pilote de transmission électronique des avis d'exportation.

Exposé sur l'application des lois sur les espèces sauvages

Le directeur de la Division de l'application de la loi sur la faune à Environnement Canada, M. Yvan Lafleur, indique que le mandat du Groupe nord-américain sur l'application des lois sur les espèces sauvages (NAWEG) comporte les objectifs suivants :

- favoriser des approches continentales afin de donner suite aux obligations en matière d'application des lois;
- renforcer les capacités et le savoir-faire à l'échelle nord-américaine;
- partager de l'information dans le cadre de l'exécution des programmes d'application des lois sur les espèces sauvages.

M. Lafleur mentionne que ce groupe centre ses travaux sur la lutte aux activités illicites en dépit des ressources limitées dont dispose chaque pays. Il fait état des travaux de renforcement des

capacités que le NAWEG a réalisés depuis les sept dernières années, ainsi que de ses activités dans les domaines des publications, de la sensibilisation et de la formation. Il précise qu'aux yeux des organismes internationaux, le NAWEG constitue maintenant une ressource sur le continent nord-américain.

M. Lafleur indique que le NAWEG favorise la participation du public à l'élaboration et à l'orientation de son programme de travail, mais que cette participation s'avère difficile lorsqu'il s'agit de poursuites et d'enquêtes.

Plan stratégique du NAWEG pour 2002 :

- soutenir les objectifs du comité trilatéral;
- être compatible avec la stratégie que le Groupe de travail a proposée;
- soutenir l'accomplissement du mandat des partenaires des trois pays en matière de conservation des espèces sauvages;
- favoriser la participation du public.

Prochaines étapes :

- la multiplication des échanges avec les organismes d'application des lois sur les espèces sauvages des Caraïbes et d'Amérique centrale, en tenant compte du point de vue des organisations non gouvernementales et des entreprises commerciales;
- la tenue de séminaires sur la collecte, l'analyse et l'échange de renseignements, l'application des lois sur les espèces sauvages, la gestion de ces espèces et les enjeux que suscitent les espèces envahissantes (le réseau Internet donne lieu à un intense commerce illicite d'espèces sauvages);
- la participation au réseau mondial d'application des lois sur les espèces sauvages.

M. Lafleur conclut en signalant que le manque de financement restreint grandement le renforcement des capacités et le perfectionnement des compétences.

Exposé sur les systèmes de gestion de l'environnement

Le directeur des vérifications environnementales au Profepa, M. Lorenzo Thomas, mentionne que le Groupe d'étude sur les systèmes de gestion de l'environnement (SGE) a été mis sur pied en 1996 et décrit les travaux qu'il a réalisés. En juin 2000, le Groupe d'étude a publié le document d'orientation intitulé *Améliorer la performance environnementale et la conformité à la législation sur l'environnement : Dix éléments pour des systèmes efficaces de gestion de l'environnement.* M. Thomas fait état de ces dix éléments. (Ce document est consultable sur le site Web de la CCE, à l'adresse http://www.ccemtl.org).)

Il rappelle qu'il y a quelques années, le CCPM a recommandé que la CCE abandonne ce domaine et qu'elle le laisse entre les mains d'organismes nationaux. Il précise, cependant, que le Groupe d'étude estime qu'il reste beaucoup de travail à faire à ce sujet et que le Conseil a exprimé le même avis en énumérant les besoins à satisfaire dans ce domaine dans ses communiqués de 2001 et de 2002. En 2003, les travaux du Groupe d'étude seront axés sur la formation des inspecteurs et sur les mesures de prévention au lieu de l'imposition d'amendes.

Observations:

- Les SGE sont très importants pour le secteur privé, particulièrement pour les PME. Avec le budget limité dont il dispose, comment le Profepa peut-il accroître le nombre d'inspecteurs qui travaillent auprès de ces entreprises? (Le CCPM est incité à porter cette question à l'attention du Conseil, car le manque de ressources est criant au Mexique.)
- Il serait utile de travailler directement avec les entreprises afin de relever les progrès et de les évaluer.
- Il est important d'établir des indicateurs du degré d'efficacité des travaux en relevant les réussites et les échecs.
- Le dénombrement des saisies peut encore s'avérer un bon indicateur de l'ampleur des problèmes.
- Le document d'orientation a été très utile, mais il serait important de mesurer les progrès en matière de performance.
- Il faut exercer une plus grande surveillance à la frontière mexicaine, car la situation devient dramatique pour la santé humaine. Avec l'augmentation des patrouilles frontalières, les gens se concentrent dans les zones les plus hostiles, ce qui a provoqué de nombreux décès. Auparavant, les gens se noyaient dans le Rio Grande; maintenant, ils meurent dans le désert. Les clôtures et les autres obstacles empêchent également le déplacement de la faune. Les États-Unis proposent de construire un mur de béton et d'acier de trois mètres de haut le long de la frontière, doté de lampadaires aussi hauts que ceux d'un stade ainsi que d'une route à circulation rapide. Ce projet aura des répercussions épouvantables sur la population et la faune.

Plan stratégique à long terme du programme nord-américain de coopération en matière d'application et d'observation des lois de l'environnement de la CCE

Les membres présentent le plan stratégique à long terme du programme nord-américain de coopération en matière d'application et d'observation des lois de l'environnement de la CCE. Ce plan sera soumis à l'examen du public durant une période de 60 jours. On peut le consulter sur le site Web de la CCE, à l'adresse http://www.ccemtl.org.

Observations:

- L'application de ce plan nécessite une infrastructure et des moyens techniques adéquats.
- Il faut veiller à ce que les Parties s'engagent à entreprendre les réformes nécessaires de manière à ce que leur cadre juridique comble les lacunes relevées.
- Il faut être au courant des activités d'autres groupes dans ce domaine et exprimer un point de vue nord-américain.
- Il est nécessaire d'établir des liens avec les conclusions du dernier Sommet mondial sur le développement durable.
- Les besoins en matière de formation doivent être plus explicites.
- La promotion de l'application des lois nécessite la diffusion d'informations.
- Il faut mettre les activités en relation avec celles des systèmes nationaux de vérification (ceux relevant de la compétence du vérificateur général du Canada, de l'inspecteur général des États-Unis et du procureur général du Mexique).
- Il faut que les membres de la société civile participent aux travaux, particulièrement les peuples autochtones.
- Il faut veiller à respecter les dispositions du chapitre 11 de l'ALÉNA.

- Il faut solliciter la participation de tous les paliers de gouvernement (du municipal au national).
- Il faut établir des priorités et une orientation et ne pas entreprendre trop de choses au début.
- Il faut porter attention aux besoins des collectivités vulnérables et promouvoir la justice environnementale.

Rédigé par Lorraine Brooke Le 7 juillet 2003



Joint Public Advisory Committee (JPAC)

Comité Consultivo Público Conjunto (CCPC)

Comité consultatif public mixte (CCPM)

Le 11 juillet 2003

Monsieur Jeffrey R. Holmstead Agence de protection de l'environnement des États-Unis Président du Groupe de travail sur la qualité de l'air en Amérique du Nord

Objet : Suivi de l'atelier public du CCPM sur les évaluations de la CCE portant sur les enjeux transfrontaliers de la qualité de l'air

Monsieur,

Au nom du Comité consultatif public mixte (CCPM), je tiens à remercier les membres du Groupe de travail sur la qualité de l'air en Amérique du Nord de leur participation à l'atelier que le Comité a tenu le 24 juin dernier, à Washington, sur les évaluations de la CCE portant sur les enjeux transfrontaliers de la qualité de l'air.

Nous avons pris note du fait que vous en êtes au tout début de l'établissement d'un plan stratégique dans ce domaine et que vous avez tenu votre première réunion le 23 juin. Les membres du CCPM accordent une très grande importance aux questions liées à la qualité de l'air et ils ont été très heureux d'apprendre que vous avez l'intention de travailler en collaboration avec eux et avec des représentants du public à l'établissement et à l'application de ce plan.

À ce stade préliminaire, nous nous permettons de formuler les suggestions suivantes, lesquelles découlent de notre entretien et des points de vue recueillis au cours de l'atelier public. Il faudrait notamment :

- rappeler que l'article 3 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE) prescrit que : « Considérant que les Parties ont le droit d'établir leurs propres niveaux de protection de l'environnement national ainsi que leurs propres politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, et qu'elles ont le droit d'adopter ou de modifier en conséquence leurs lois et réglementations environnementales, chacune des Parties fera en sorte que ses lois et réglementations garantissent des niveaux élevés de protection environnementale et s'efforcera de continuer à améliorer lesdites lois et réglementations »;
- ne pas perdre de vue que le mandat fixé par le Conseil associe ces travaux aux activités qui donnent suite au rapport intitulé *Les possibilités et les défis environnementaux liés au marché nord-américain de l'électricité en évolution*, établi en vertu de l'article 13 de l'ANACDE;
- porter une attention particulière à la prévention de la pollution, notamment à l'efficacité énergétique, aux nouvelles technologies et aux énergies de remplacement;

- recourir à la formation et à la sensibilisation afin de divulguer de l'information à jour et fiable sur la qualité de l'air, tant au grand public qu'aux collectivités touchées par la pollution atmosphérique;
- se fonder sur les accords bilatéraux ainsi que sur les progrès accomplis en vue d'instaurer des systèmes d'échange de droits d'émission qui pourraient s'appliquer à l'ensemble du continent nord-américain.

Veuillez aussi noter qu'un compte rendu de discussion de l'atelier sera bientôt mis à votre disposition et à celle du public, et qu'il vous donnera une vue d'ensemble des questions qui y ont été soulevées.

Nous sommes ravis que le Conseil ait demandé au CCPM de continuer à prendre une part active à vos travaux et sommes impatients de tenir notre prochaine réunion publique sur le plan stratégique. Soyez assuré que le CCPM vous apportera son aide pour trouver des moyens fructueux de consulter le public.

Dans l'intervalle, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

[originale signée]

Gustavo Alanís-Ortega Président du CCPM pour 2003

c.c. Membres du Groupe de travail sur la qualité de l'air en Amérique du Nord Représentants suppléants de la CCE
Directeur exécutif par intérim de la CCE
Gestionnaire de programme de la CCE, Qualité de l'air
Membres du CCPM
Membres des CCN et du CCG



Joint Public Advisory Committee (JPAC)

Comité Consultivo Público Conjunto (CCPC)

Comité consultatif public mixte (CCPM)

Le 11 juillet 2003

M. José Campillo

Secrétariat à l'Environnement et aux Ressources naturelles du Mexique Président du Groupe de travail nord-américain sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale

Objet : Suivi de la séance publique plénière sur le programme de coopération de la CCE en matière d'application et d'observation des lois de l'environnement

Monsieur,

Au nom du Comité consultatif public mixte (CCPM), je tiens tout d'abord à exprimer mes sincères remerciements aux membres de votre Groupe de travail pour avoir participé à la séance publique plénière qui s'est tenue le 23 juin dernier, à Washington, sur le programme de coopération de la CCE en matière d'application et d'observation des lois de l'environnement.

Bien que cette séance plénière visait à consulter le public sur votre plan stratégique à long terme, les exposés des représentants des pays qui ont précédé cette discussion se sont avérés extrêmement utiles et instructifs, comme en témoigne le degré d'intérêt que le public y a porté. Les échanges spontanés entre les représentants des organismes gouvernementaux et du public ont par ailleurs prouvé à quel point la transparence et le dialogue sont aussi bénéfiques que fructueux.

Cette séance a donné lieu à de nombreuses observations et recommandations importantes sur vos travaux, et celles-ci figureront dans le compte rendu de discussion de cette séance. Cependant, le CCPM est d'avis que plusieurs de ces observations méritent une attention particulière, notamment les suivantes :

- Renforcer les capacités d'évaluer les répercussions environnementales de l'application des lois, ainsi que celles découlant de l'absence de lois ou de règlements.
- Diffuser de l'information en vue d'encourager et de promouvoir la conformité aux lois.
- Suivre le rythme de l'évolution des instruments internationaux visant à garantir une participation pertinente des peuples autochtones et de la population touchés à l'élaboration des politiques, à la mise au point de nouveaux mécanismes d'application et à la prise de décisions, et ce, en tenant compte des connaissances traditionnelles et en respectant les coutumes.
- Recommander au Conseil de consacrer davantage de fonds, particulièrement au Mexique, à la formation, au renforcement des capacités, aux transferts technologiques et à la mise en place d'infrastructures.

En ce qui a trait particulièrement à l'ébauche du plan stratégique à long terme, les membres du CCPM ont soulevé diverses questions au cours de la séance, questions qu'ils aimeraient vous réitérer afin qu'elles soient prises en considération au cours de l'élaboration de la version finale du plan :

- Classer par ordre de priorité et regrouper les objectifs stratégiques en utilisant comme critère l'évaluation des risques.
- Tenir compte de la nécessité d'apporter les modifications qui s'imposent aux lois et règlements afin que l'application du plan stratégique donne des résultats tangibles.
- Tenir compte de la nécessité de mettre au point des indicateurs qui permettront de mesurer les effets positifs que les mesures d'application des lois auront sur la santé et l'environnement.
- Solliciter la participation des administrations municipales et des gouvernements autochtones, étatiques, territoriaux et provinciaux.
- Élaborer une stratégie en vue de faire participer les secteurs industriel et privé, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités et la formation dans les petites et moyennes entreprises.
- Veiller à ce que les tribunaux soient au fait des questions que soulèvent l'application et l'observation des lois de l'environnement.
- Renforcer la coopération avec d'autres organismes internationaux et des établissements du droit de l'environnement afin de leur faire connaître l'optique nord-américaine.
- Ajouter les termes « de l'environnement » à la fin du dixième objectif.

Nous sommes impatients de recevoir la version finale du plan stratégique à long terme à la suite de la période de consultation publique. À l'automne de 2003, les membres du CCPM examineront le projet de plan de programme et de budget pour 2004 à 2006 et formuleront un avis au Conseil à son sujet. À ce moment-là, ils seront davantage en mesure de déterminer à quel point votre programme de travail tient compte du plan stratégique.

Je désire à nouveau vous assurer de notre collaboration constante et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

[originale signée]

Gustavo Alanís-Ortega Président du CCPM pour 2003

c.c. Membres du Groupe de travail nord-américain sur la coopération en matière d'application et d'observation de la législation environnementale Représentants suppléants de la CCE Directeur exécutif par intérim de la CCE Chef de programme de la CCE, Droit et politiques de l'environnement Membres du CCPM Membres des CCN et du CCG